

## L'Industrielle Alliance poursuit sur sa lancée : bénéfice, rendement et croissance des affaires fortement à la hausse au deuxième trimestre de 2010

**Québec, le 27 juillet 2010** – L'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance » ou « la société ») termine le deuxième trimestre de 2010 avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 57,7 millions de dollars, comparativement à 32,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009. Si on exclut l'incidence temporaire de l'évolution asymétrique entre la juste valeur des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent, le bénéfice net aux actionnaires ordinaires totalise 58,4 millions de dollars sur les activités courantes, comparativement à 51,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,69 \$ (0,64 \$ au deuxième trimestre de 2009) et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 11,7 % sur base annualisée et de 12,8 % pour les douze derniers mois (12,1 % et 1,3 % respectivement pour le deuxième trimestre de 2009 et pour les douze mois se terminant le 30 juin 2009).

La hausse du bénéfice au cours du trimestre s'explique principalement par l'amélioration générale des conditions économiques au pays et par le redressement des marchés boursiers au cours de la dernière année, malgré le repli observé au cours des derniers mois.

La croissance des affaires a été très forte au deuxième trimestre, poursuivant ainsi sur la lancée des trimestres précédents. Les primes et dépôts ont atteint 1,6 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2010 – un sommet pour un deuxième trimestre –, un bond de 33 % par rapport à la même période en 2009, et la valeur ajoutée des ventes a progressé de 28 %, pour atteindre 35,9 millions de dollars au deuxième trimestre. Cette croissance provient principalement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel, qui a bénéficié de ventes de fonds distincts et de fonds mutuels extrêmement vigoureuses (hausse respectives de 98 % et de 113 % d'une année à l'autre).

« Ces excellents résultats démontrent une fois de plus la vitalité de la société et la robustesse de notre modèle d'affaires, a déclaré Yvon Charest, président et chef de la direction. Malgré la fragilité de la reprise économique et la volatilité des marchés boursiers, le rendement des douze derniers mois se situe à l'intérieur de notre fourchette cible de 12 % à 14 % et nous n'avons inscrit aucune perte liée au crédit. La croissance des affaires continue par ailleurs d'être très forte. La solidité financière demeure également toujours aussi bonne. Et nous avons franchi une étape importante dans notre stratégie de développement sur le marché américain en concluant l'acquisition d'American-Amicable. »

### Faits saillants sur la rentabilité

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxième trimestre			Cumulatif au 30 juin		
	2010	2009	Variation	2010	2009	Variation
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	57,7	32,1	80 %	118,0	78,3	51 %
Moins : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	(0,7)	(19,3)	--	0,4	(11,8)	--
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires sur les activités courantes	58,4	51,4	14 %	117,6	90,1	31 %
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,68 \$	0,40 \$	0,28 \$	1,44 \$	0,97 \$	0,47 \$
Bénéfice par action ordinaire sur les activités courantes (dilué)	0,69 \$	0,64 \$	0,05 \$	1,45 \$	1,12 \$	0,33 \$
	Deuxième trimestre annualisé			Douze derniers mois		
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	11,5 %	7,6 %	--	13,1 %	1,1 %	--
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires sur les activités courantes	11,7 %	12,1 %	--	12,8 %	1,3 %	--

### Faits saillants

Voici les faits saillants du deuxième trimestre (tous les résultats de la société sont expliqués plus en détail dans le *Rapport de gestion* qui suit ce communiqué).

*Rentabilité* – Voici les principaux facteurs qui expliquent la rentabilité du deuxième trimestre :

- L'amélioration générale des conditions économiques et le redressement des marchés boursiers au cours de la dernière année ont poussé le bénéfice anticipé sur les affaires en vigueur à 91,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 15 % par rapport au même trimestre en 2009. La hausse provient principalement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel, qui a vu son bénéfice anticipé sur l'en-vigueur presque doubler, grâce à une augmentation de 18 % des fonds sous gestion au cours de la dernière année.
- Le recul des marchés boursiers au cours du dernier trimestre a ralenti la progression du bénéfice au cours de la période. On estime que si les marchés boursiers avaient maintenu un rythme de croissance régulier (de 7 % environ pour l'année 2010), le bénéfice net aux actionnaires ordinaires aurait été supérieur de 4,1 millions de dollars environ (0,05 \$ par action ordinaire).
- La charge à l'établissement des nouveaux contrats (*drain*) a été plus élevée que prévu dans le secteur de l'Assurance individuelle, en raison principalement de la vigueur des ventes dans ce secteur. Le *drain* dans le secteur de l'Assurance individuelle a augmenté de 17 % par rapport au deuxième trimestre de 2009, pour atteindre 26,4 millions de dollars, alors que les ventes ont grimpé de 27 %. Cette charge devrait être récupérée sous forme de profit au fil du temps, à mesure que les hypothèses qui ont servi à établir le prix des produits se matérialiseront.
- La filiale d'assurance auto et habitation a connu un deuxième excellent trimestre consécutif, avec un bénéfice net de 3,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, comparativement à 2,9 millions de dollars au premier trimestre de 2010 et à 1,4 million de dollars au deuxième trimestre de 2009.
- La société a encouru des frais de 1,0 million de dollars après impôts à la suite du rachat par la filiale IA Clarington d'un contrat de financement de commissions. Ce rachat devrait contribuer à améliorer quelque peu la rentabilité au cours des prochains trimestres.
- À noter que la société n'a subi aucune perte liée au crédit et qu'elle a obtenu de bons résultats techniques dans le secteur de l'Assurance collective pour un troisième trimestre consécutif.

La société a par ailleurs enregistré une perte de 0,7 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre résultant de l'évolution défavorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent (perte de 19,3 millions de dollars après impôts au deuxième trimestre de 2009, soit 0,24 \$ par action ordinaire). Cette perte découle de l'évolution désavantageuse des primes de risque au cours du trimestre. On sait que cette perte est, par définition, temporaire et qu'elle ne touche pas la capacité financière de la société.

*Croissance des affaires* – La croissance des affaires a été très forte au cours du deuxième trimestre. Les primes et dépôts ont atteint un sommet pour un troisième trimestre consécutif d'une année à l'autre, totalisant 1,6 milliard de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 33 % par rapport au même trimestre en 2009. La valeur ajoutée des ventes a quant à elle progressé de 28 % au deuxième trimestre, par rapport à la même période l'année dernière, pour atteindre 35,9 millions de dollars.

Comme aux trimestres précédents, la forte croissance des affaires est principalement attribuable à la reprise des marchés boursiers au cours de la dernière année, qui a notamment poussé les ventes brutes du secteur de la Gestion de patrimoine individuel à 894,6 millions de dollars, en hausse de 89 % d'une année à l'autre, et les ventes nettes à 414,5 millions de dollars, près de quatre fois plus qu'au deuxième trimestre de 2009. Selon les données de l'industrie, la société se classait au deuxième rang au Canada au chapitre des ventes nettes de fonds distincts après les deux

premiers trimestres de 2010, avec une part de marché de 25,4 %, et quatrième au chapitre des ventes nettes de fonds mutuels.

Les ventes dans le secteur de l'Assurance individuelle ont également été très bonnes, s'élevant à 43,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, en hausse de 27 % par rapport au même trimestre l'année dernière. Cette hausse s'est fait sentir dans presque tous les marchés, toutes les catégories de produits, tous les réseaux de distribution et toutes les régions.

<b>Faits saillants sur la croissance des affaires</b>						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxième trimestre			Cumulatif au 30 juin		
	2010	2009	Variation	2010	2009	Variation
Primes et dépôts	1 592,5	1 197,3	33 %	3 399,1	2 435,8	40 %
Valeur ajoutée des ventes	35,9	28,1	28 %	74,6	56,5	32 %
	30 juin 2010	31 mars 2010		31 décembre 2009	30 juin 2009	
Actif sous gestion et sous administration	59 880,8	60 687,7		58 406,6	53 958,1	

*Solvabilité* – La société termine le deuxième trimestre de 2010 avec un ratio de solvabilité de 224 %, ce qui est légèrement supérieur au ratio de 223 % enregistré au 31 mars 2010. Ce ratio se situe au-delà de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société. Le ratio de solvabilité a notamment bénéficié, au cours du trimestre, d'une diminution des exigences de capital liées à la baisse de la valeur marchande des titres boursiers. En revanche, le ratio de solvabilité a subi une légère pression à la baisse, principalement en raison d'exigences de capital plus élevées liées à la hausse de la valeur marchande des titres obligataires (hausse découlant de la baisse des taux d'intérêt à long terme durant le trimestre).

À noter par ailleurs que l'acquisition de la société américaine American-Amicable Holding, Inc., qui a été complétée le 20 juillet 2010, a fait diminuer le ratio de solvabilité sur une base pro forma au 30 juin 2010 à 215 %, ce qui demeure supérieur à la fourchette cible de la société.

<b>Faits saillants sur la solidité financière</b>				
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	30 juin 2010	31 mars 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
Ratio de solvabilité	224 %	223 %	208 %	202 %
Placements douteux nets	9,8	13,3	13,0	14,2
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,06 %	0,08 %	0,08 %	0,09 %

*Qualité des placements* – La qualité générale du portefeuille de placements est demeurée très bonne au cours du trimestre – et s'est même améliorée à plusieurs égards –, malgré les préoccupations quant à la robustesse de la reprise économique et les soubresauts des marchés.

Sur le plan du crédit, aucun nouveau titre n'est tombé en défaut au cours du second trimestre, et aucune nouvelle provision n'a été inscrite aux livres. Les placements douteux nets ont diminué au cours du trimestre, passant de 13,3 millions de dollars au 31 mars 2010 à 9,8 millions de dollars au 30 juin 2010, ce qui ne représente que 0,06 % des placements totaux (0,08 % au 31 mars 2010). Cette diminution est principalement attribuable au règlement favorable d'un prêt hypothécaire conventionnel aux États-Unis. Le règlement de ce prêt a d'ailleurs contribué à réduire le taux de délinquance du portefeuille de prêts hypothécaires de 0,34 % au 31 mars 2010 à 0,22 % au 30 juin 2010.

En ce qui concerne les événements qui ont fait les manchettes au cours du trimestre, mentionnons que la société n'est que très peu exposée directement aux titres émis par certains pays européens qui traversent actuellement une crise de leurs finances publiques. Il convient par ailleurs de rappeler que l'Industrielle Alliance est très peu exposée directement aux titres qui ont été les plus médiatisés au cours des deux dernières années.

*Dividende* – La bonne rentabilité et la solidité financière de la société ont permis au conseil d'administration d'annoncer le versement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire, soit le même que celui annoncé au dernier trimestre. Le dividende correspond à un ratio de distribution de 35,5 % du bénéfice, ce qui se situe légèrement au-dessus de la fourchette cible de 25 % à 35 % visée par la société. Rappelons que la société s'attend à ce que le ratio de distribution du dividende se situe dans la partie supérieure de la fourchette cible en 2010.

*Clôture de l'acquisition d'American-Amicable* – Le 20 juillet 2010, l'Industrielle Alliance a annoncé la conclusion de l'acquisition de toutes les actions en circulation d'American-Amicable Holding, Inc. (American-Amicable). La transaction avait été annoncée le 28 avril 2010. American-Amicable va exercer ses activités à titre de membre de la filiale américaine en propriété exclusive de la société, IA American Life Insurance Company. Cette acquisition constitue une étape importante de la stratégie de développement de la société aux États-Unis, en donnant une envergure et une présence immédiates à la société sur le marché américain.

American-Amicable est une société d'assurance de personnes qui commercialise principalement des produits d'assurance vie traditionnelle auprès des particuliers. La transaction, dont le prix s'élève à 145,3 millions de dollars américains, y compris des capitaux excédentaires de 45 millions de dollars, a été financée à même les liquidités en portefeuille. L'acquisition devrait faire croître immédiatement le bénéfice par action de l'Industrielle Alliance de 0,05 \$ sur une base annuelle.

*Analyse de sensibilité* – La société a profité de la publication des résultats du deuxième trimestre pour mettre à jour ses analyses de sensibilité. Les résultats de ces analyses montrent que la marge de manœuvre dont dispose la société pour absorber d'éventuels chocs des marchés boursiers reste très élevée. Ainsi, les provisions mathématiques n'auront pas besoin d'être renforcées pour les actions appariant les engagements à long terme tant que l'indice S&P/TSX demeurera au-dessus de 9 400 points. Le ratio de solvabilité se maintiendra au-dessus de 175 % tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 7 300 points (7 650 en tenant compte de l'acquisition d'American-Amicable) et se maintiendra au-dessus de 150 % tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 5 750 points (6 150 en tenant compte de l'acquisition d'American-Amicable).

## **RAPPORT DE GESTION POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010**

et pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2010

Le 27 juillet 2010

**L'Industrielle Alliance poursuit sur sa lancée :**  
bénéfice, rendement et croissance des affaires  
fortement à la hausse au deuxième trimestre de 2010

### **CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010**

Les résultats de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance » ou « la société ») sont en partie tributaires du contexte économique et financier ambiant. À cet égard, après avoir traversé l'une des pires crises financières de son histoire, l'économie canadienne a continué à montrer des signes de redressement au deuxième trimestre. Un vent d'inquiétude a cependant commencé à souffler sur les économies mondiales au cours des derniers mois, notamment en raison de la crise des finances publiques dans certains pays européens et de la fragilité de la reprise économique au sein de plusieurs pays.

Ainsi, après avoir fortement progressé depuis le creux de la crise financière, les marchés boursiers, en plus de montrer des signes de volatilité, se sont repliés au deuxième trimestre, l'indice S&P/TSX perdant 6,2 % de sa valeur. Le marché boursier canadien reste cependant positif pour les douze derniers mois, avec un gain de 8,9 % entre le 30 juin 2009 et le 30 juin 2010. Les taux d'intérêt à long terme ont également fléchi au cours des derniers mois, et demeurent ainsi à des niveaux historiquement bas.

L'Industrielle Alliance a bénéficié de l'amélioration générale des conditions économiques au pays et de la remontée des marchés boursiers au cours de la dernière année, bien que le recul des marchés au deuxième trimestre ait ralenti quelque peu la progression du bénéfice. Malgré tout, la société peut présenter des résultats très satisfaisants pour le deuxième trimestre, tant au chapitre de la croissance des affaires qu'au chapitre de la rentabilité.

Les excellents résultats du trimestre démontrent une fois de plus la vitalité de la société et la robustesse de son modèle d'affaires. Malgré la fragilité de la reprise économique et la volatilité des marchés boursiers, le rendement des douze derniers mois se situe à l'intérieur de la fourchette cible de 12 % à 14 % et la société n'a inscrit aucune perte liée au crédit. La croissance des affaires continue par ailleurs d'être très forte. La solidité financière demeure également toujours aussi bonne. Et la société a franchi une étape importante dans sa stratégie de développement sur le marché américain en concluant l'acquisition d'American-Amicable.

### **RENTABILITÉ**

La société termine le deuxième trimestre de 2010 avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 57,7 millions de dollars, comparativement à 32,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009. Si on exclut l'incidence temporaire de l'évolution asymétrique entre la juste valeur des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent, le bénéfice net aux actionnaires ordinaires totalise 58,4 millions de dollars sur les activités courantes, comparativement à 51,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,69 \$ (0,64 \$ au deuxième trimestre de 2009) et par un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 11,7 % sur base annualisée et de 12,8 % pour les douze derniers mois (12,1 % et 1,3 % respectivement pour le deuxième trimestre de 2009 et pour les douze mois se terminant le 30 juin 2009).

<b>Rentabilité</b>						
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>Deuxième trimestre</b>			<b>Cumulatif au 30 juin</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation</b>
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires	57,7	32,1	80 %	118,0	78,3	51 %
Moins : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	(0,7)	(19,3)	--	0,4	(11,8)	--
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires sur les activités courantes	58,4	51,4	14 %	117,6	90,1	31 %
Bénéfice par action ordinaire (dilué)	0,68 \$	0,40 \$	0,28 \$	1,44 \$	0,97 \$	0,47 \$
Bénéfice par action ordinaire sur les activités courantes (dilué)	0,69 \$	0,64 \$	0,05 \$	1,45 \$	1,12 \$	0,33 \$
	<b>Deuxième trimestre annualisé</b>			<b>Douze derniers mois</b>		
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	11,5 %	7,6 %	--	13,1 %	1,1 %	--
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires sur les activités courantes	11,7 %	12,1 %	--	12,8 %	1,3 %	--

La rentabilité du trimestre s'explique principalement par les facteurs suivants :

- L'amélioration générale des conditions économiques et le redressement des marchés boursiers au cours de la dernière année ont poussé le bénéfice anticipé sur les affaires en vigueur à 91,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 15 % par rapport au même trimestre en 2009. La hausse provient principalement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel, qui a vu son bénéfice anticipé sur l'en-vigueur presque doubler, grâce à une augmentation de 18 % des fonds sous gestion au cours de la dernière année.
- Le recul des marchés boursiers au cours du dernier trimestre a ralenti la progression du bénéfice au cours de la période. On estime que si les marchés boursiers avaient maintenu un rythme de croissance régulier (de 7 % environ pour l'année 2010), le bénéfice net aux actionnaires ordinaires aurait été supérieur de 4,1 millions de dollars environ (0,05 \$ par action ordinaire).
- La charge à l'établissement des nouveaux contrats (*drain*) a été plus élevée que prévu dans le secteur de l'Assurance individuelle, en raison principalement de la vigueur des ventes dans ce secteur. Le *drain* dans le secteur de l'Assurance individuelle a augmenté de 17 % par rapport au deuxième trimestre de 2009, pour atteindre 26,4 millions de dollars, alors que les ventes ont grimpé de 27 %. Cette charge devrait être récupérée sous forme de profit au fil du temps, à mesure que les hypothèses qui ont servi à établir le prix des produits se matérialiseront.
- La filiale d'assurance auto et habitation a connu un deuxième excellent trimestre consécutif, avec un bénéfice net de 3,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, comparativement à 2,9 millions de dollars au premier trimestre de 2010 et à 1,4 million de dollars au deuxième trimestre de 2009.
- La société a encouru des frais de 1,0 million de dollars après impôts à la suite du rachat par la filiale IA Clarington d'un contrat de financement de commissions. Ce rachat devrait contribuer à améliorer quelque peu la rentabilité au cours des prochains trimestres.
- À noter que la société n'a subi aucune perte liée au crédit et qu'elle a obtenu de bons résultats techniques dans le secteur de l'Assurance collective pour un troisième trimestre consécutif.

La société a par ailleurs enregistré une perte de 0,7 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre résultant de l'évolution défavorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent (perte de 19,3 millions de dollars après impôts au deuxième trimestre de 2009, soit 0,24 \$ par action ordinaire). Cette perte découle de l'évolution désavantageuse des primes de risque au cours du trimestre. On sait que cette perte est, par définition, temporaire et qu'elle ne touche pas la capacité financière de la société.

Tous les secteurs d'activité, à l'exception de celui de l'Assurance individuelle, présentent une hausse du bénéfice d'exploitation pour le deuxième trimestre, par rapport au même trimestre en 2009. Le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a profité de la remontée des marchés boursiers au cours de la dernière année et de ventes de

fonds distincts et de fonds mutuels extrêmement vigoureux. Celui de l'Assurance collective a bénéficié de bons résultats techniques. Celui des Rentes collectives a tiré parti de l'amélioration générale de l'environnement économique. Seul le secteur de l'Assurance individuelle a vu son bénéfice d'exploitation diminuer, en raison essentiellement du repli des marchés boursiers au cours du trimestre.

<b>Bénéfice d'exploitation par secteurs d'activité</b>						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxième trimestre			Cumulatif au 30 juin		
	2010	2009	Variation	2010	2009	Variation
Assurance individuelle	20,9	32,3	(35 %)	48,1	58,1	(17 %)
Gestion de patrimoine individuel	20,9	11,2	87 %	43,2	17,4	148 %
Assurance collective	12,7	7,8	63 %	23,4	13,4	75 %
Rentes collectives	4,2	2,8	50 %	9,2	6,4	44 %
<b>Total</b>	<b>58,7</b>	<b>54,1</b>	<b>9 %</b>	<b>123,9</b>	<b>95,3</b>	<b>30 %</b>

### PROVENANCE DU BÉNÉFICE

Voici l'analyse de la rentabilité de la société pour le deuxième trimestre de 2010 selon la provenance du bénéfice.

<b>Provenance du bénéfice</b>				
(En millions de dollars)	Deuxième trimestre		Cumulatif au 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
<b>Bénéfice d'exploitation</b>				
Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur	91,5	79,6	177,8	153,6
Gains (pertes) d'expérience	(6,2)	(1,5)	(2,2)	(12,6)
Gain ( <i>drain</i> ) sur les ventes	(26,6)	(24,0)	(51,7)	(45,7)
Changements d'hypothèses	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total partiel</b>	<b>58,7</b>	<b>54,1</b>	<b>123,9</b>	<b>95,3</b>
<b>Revenu sur le capital</b>				
Revenu de placements	26,0	17,7	46,0	34,3
Gains sur les actifs disponibles à la vente	2,1	2,0	3,7	2,5
<b>Total partiel</b>	<b>28,1</b>	<b>19,7</b>	<b>49,7</b>	<b>36,8</b>
<b>Impôts sur le revenu</b>	<b>(22,4)</b>	<b>(19,4)</b>	<b>(45,0)</b>	<b>(35,4)</b>
Bénéfice net aux actionnaires sur les activités courantes	64,4	54,4	128,6	96,7
Moins : dividendes sur les actions privilégiées	6,0	3,0	11,0	6,6
Bénéfice net aux actionnaires ordinaires sur les activités courantes	58,4	51,4	117,6	90,1
Plus : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	(0,7)	(19,3)	0,4	(11,8)
<b>Bénéfice net aux actionnaires ordinaires</b>	<b>57,7</b>	<b>32,1</b>	<b>118,0</b>	<b>78,3</b>

*Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur* – Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur s'élève à 91,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2010, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport au résultat comparable en 2009. La hausse du bénéfice anticipé sur l'en-vigueur a surtout touché le secteur de la Gestion de patrimoine individuel et s'explique principalement par la remontée des marchés boursiers au cours de la dernière année (l'indice S&P/TSX s'est situé à 11 882 points en moyenne au cours du deuxième trimestre, en hausse de 20 % par rapport à la donnée comparable de l'année dernière). Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur est par ailleurs à la baisse pour le secteur de l'Assurance collective. La société s'attend à ce que la rentabilité de ce secteur continue à subir les effets du ralentissement économique en 2010. À noter que la hausse du bénéfice anticipé sur l'en-vigueur est cohérente avec l'indication que la société avait donnée aux marchés financiers lors de la publication des résultats du quatrième trimestre de 2009.

*Gains (pertes) d'expérience* – La société a enregistré des pertes d'expérience de 6,2 millions de dollars au deuxième trimestre 2010. Ces pertes s'expliquent principalement par la baisse des marchés boursiers au cours du trimestre, qui ont réduit le bénéfice de la société de 5,8 millions de dollars (4,1 millions de dollars après impôts), par des frais de 1,3 million de dollars (1,0 million de dollars après impôts) à la suite du rachat par la filiale IA Clarington d'un contrat de financement de commissions et par des revenus inférieurs à ceux prévus pour certaines filiales de distribution. Ces pertes ont été partiellement compensées par des gains d'expérience dans le secteur de l'Assurance collective, gains qui découlent principalement de résultats techniques favorables pour l'assurance invalidité de longue durée.

*Gain (drain) sur les ventes* – La charge à l'établissement des nouveaux contrats (*drain*) s'établit à 26,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2010, supérieure de 11 % à celle de l'année antérieure pour la même période. Cette charge provient presque entièrement du secteur de l'Assurance individuelle et s'explique principalement par la vigueur des ventes dans ce secteur au cours du deuxième trimestre (hausse des ventes d'assurance individuelle de 27 % par rapport à la même période en 2009).

Si l'on ne tient compte que du secteur de l'Assurance individuelle, le *drain*, exprimé en pourcentage des ventes (mesurées par les primes annualisées de première année), s'élève à 61 % pour le deuxième trimestre (67 % au deuxième trimestre de 2009). Ce taux dépasse la fourchette cible à moyen terme de 50 % à 55 % visée par la société.

*Revenu sur le capital* – Le revenu sur le capital s'élève à 28,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2010, supérieur de 43 % à celui du deuxième trimestre de 2009. Outre la croissance normale des revenus de placements, cette hausse s'explique par les deux facteurs suivants :

- la très bonne rentabilité de la filiale d'assurance auto et habitation. Cette filiale a en effet réalisé un bénéfice avant impôts de 4,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010 (3,0 millions de dollars après impôts), comparativement à 2,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 (1,9 million de dollars après impôts);
- des revenus additionnels de quelque 2,0 millions de dollars (1,5 million de dollars après impôts) à la suite des émissions de capital réalisées par la société au cours des derniers trimestres. À noter par ailleurs que la société a réalisé des gains de 2,1 millions de dollars au cours du deuxième trimestre découlant de la vente de titres financiers appariés aux capitaux propres.

*Impôts sur le revenu* – Les impôts sur le revenu totalisent 22,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2010, en hausse de 3,0 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2009. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation du bénéfice au cours de la période. Le taux d'impôt effectif s'élève à 25,8 % pour le deuxième trimestre de cette année (26,3 % pour le deuxième trimestre de 2009), ce qui est conforme aux attentes de la société, qui estime que celui-ci devrait se situer autour de 26 % à 27 % à moyen terme.

*Autre élément* – La société a par ailleurs enregistré une perte de 0,7 million de dollars après impôts (0,01 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre résultant de l'évolution défavorable de l'écart entre la juste valeur des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent (perte de 19,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, soit 0,24 \$ par action ordinaire). Cette perte, qui est, par définition, temporaire, ne touche pas la capacité financière de la société. Elle découle de l'évolution désavantageuse des primes de risque au cours du trimestre.

On sait que les instruments de dette qui faisaient partie du bilan de la société au moment de l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, ont été classés « détenus à des fins de transactions ». Pour ces instruments de dette, tout écart entre la variation de la juste valeur des instruments de dette et celle de l'actif correspondant doit être reconnu immédiatement à l'état des résultats, ce qui crée un effet de volatilité temporaire sur les résultats. Il est cependant important de noter que cet effet de volatilité sera éliminé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, puisque la société prévoit utiliser la transition vers les nouvelles normes comptables internationales (IFRS), le 1<sup>er</sup> janvier 2011, afin de reclassifier ses débetures actuellement classées « détenues à des fins de transaction ».

## **ANALYSE DE SENSIBILITÉ**

La société a profité de la publication des résultats du deuxième trimestre pour mettre à jour ses analyses de sensibilité. On sait que les résultats de ces analyses varient d'un trimestre à l'autre en fonction de nombreux facteurs, dont les changements qui surviennent dans l'environnement économique et financier et l'évolution normale des affaires de la société. Des analyses de sensibilité supplémentaires ont été réalisées après la fin du trimestre afin de tenir compte de l'acquisition d'American-Amicable Holding, Inc., conclue le 20 juillet 2010. Les résultats de ces analyses montrent que

la marge de manœuvre dont dispose la société pour absorber d'éventuels chocs des marchés boursiers reste très élevée.

- *Actions appariant les engagements à long terme* – La société estime que les provisions mathématiques n'auront pas besoin d'être renforcées pour les actions appariant les engagements à long terme tant que l'indice S&P/TSX demeurera au-dessus de 9 400 points.
- *Ratio de solvabilité* – La société estime que le ratio de solvabilité se maintiendra au-dessus de 175 % tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 7 300 points (7 650 en tenant compte de l'acquisition d'American-Amicable) et se maintiendra au-dessus de 150 % tant que l'indice S&P/TSX se situera au-dessus de 5 750 points (6 150 en tenant compte de l'acquisition d'American-Amicable).

Toutes les autres analyses de sensibilité de la société restent à toutes fins utiles inchangées par rapport à la mise à jour du premier trimestre de 2010.

<b>Analyse de sensibilité</b>			
		<b>Au 30 juin 2010</b>	<b>Incluant l'acquisition d'American-Amicable</b>
Actions appariant les engagements à long terme	Niveau de l'indice S&P/TSX nécessitant un renforcement des provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme	9 400 points	9 400 points
Ratio de solvabilité	Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 175 %	7 300 points	7 650 points
	Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 150 %	5 750 points	6 150 points
Bénéfice net	Incidence sur le bénéfice net d'une baisse subite de 10 % des marchés boursiers (incidence sur une année)	(18 millions \$)	(18 millions \$)
Taux de réinvestissement ultime (URR)	Incidence sur le bénéfice net d'une baisse de 10 points centésimaux du URR	(42 millions \$)	(44 millions \$)
Taux de réinvestissement initial (IRR)	Incidence sur le bénéfice net d'une baisse de 10 points centésimaux du IRR	(24 millions \$)	(25 millions \$)

## **CROISSANCE DES AFFAIRES**

La croissance des affaires a été très forte au deuxième trimestre de 2010, poursuivant ainsi sur la lancée des deux trimestres précédents. Les primes et dépôts de même que la valeur ajoutée des ventes ont augmenté respectivement de 33 % et de 28 % au deuxième trimestre, par rapport à la même période l'année dernière. Ce troisième trimestre consécutif de forte croissance est principalement attribuable à l'amélioration générale des conditions économiques et à la remontée des marchés boursiers au cours de la dernière année. Voici les faits saillants du deuxième trimestre.

### **Primes et dépôts**

Les primes et dépôts ont atteint un sommet pour un troisième trimestre consécutif, d'une année à l'autre, totalisant 1,6 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2010, en hausse de 33 % par rapport au même trimestre en 2009. Comme aux trimestres antérieurs, la croissance est venue principalement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel, grâce à la reprise des marchés boursiers et à des ventes nettes exceptionnelles au cours de la dernière année. Les secteurs de l'Assurance individuelle et de l'Assurance de dommages ont également bien fait, affichant chacun l'un de leurs meilleurs taux de croissance à ce jour.

Les résultats des deux premiers trimestres sont en voie de dépasser ceux de l'année 2007, qui avait été la meilleure de la société à ce jour. Après deux trimestres en 2010, les primes et dépôts ont en effet atteint un sommet de 3,4 milliards de dollars, ce qui est supérieur de 40 % à celui de la période comparable en 2009, mais également en avance de 6 % par rapport à celui des deux premiers trimestres de 2007.

<b>Primes et dépôts</b>						
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>Deuxième trimestre</b>			<b>Cumulatif au 30 juin</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation</b>
Assurance individuelle	267,9	231,8	16 %	536,6	458,4	17 %
Gestion de patrimoine individuel	894,6	473,8	89 %	1 977,2	1 062,8	86 %
Assurance collective	260,3	237,8	9 %	494,5	470,4	5 %
Rentes collectives	130,2	219,9	(41 %)	313,9	377,5	(17 %)
Assurance de dommages	39,5	34,0	16 %	76,9	66,7	15 %
<b>Total</b>	<b>1 592,5</b>	<b>1 197,3</b>	<b>33 %</b>	<b>3 399,1</b>	<b>2 435,8</b>	<b>40 %</b>

### Ventes par secteurs d'activité

Voici les faits saillants du deuxième trimestre au chapitre des ventes par secteurs d'activité. À noter que les ventes sont définies comme étant les nouvelles entrées de fonds pour la période. Le lecteur est invité à se reporter à la note 1 à la fin du présent rapport pour connaître la définition des ventes pour chaque secteur d'activité.

*Assurance individuelle* – Le secteur de l'Assurance individuelle a continué sur sa lancée du trimestre précédent, avec des ventes de 43,1 millions de dollars, en hausse de 27 % d'une année à l'autre. Les ventes ont continué à être fortes pour les protections traditionnelles d'assurance (mesurées selon les primes minimales), comme cela a été le cas pendant toute la crise financière, et ont plus que doublé pour la composante « épargne » des polices universelles (mesurée selon les primes excédentaires), signe que les investisseurs reprennent graduellement confiance dans les marchés. Le nombre de polices vendues a pour sa part continué de progresser à un rythme soutenu (6 % au deuxième trimestre et 7 % pour l'année à ce jour), ce qui témoigne de la stabilité et de la profondeur des réseaux de distribution de la société.

*Gestion de patrimoine individuel* – Pour un troisième trimestre consécutif, les ventes de produits de gestion de patrimoine individuel ont atteint un nouveau sommet trimestriel d'une année à l'autre, grâce à la remontée des marchés boursiers au cours de la dernière année et à des ventes nettes exceptionnelles. Les ventes brutes ont atteint 894,6 millions de dollars, en hausse de 89 % d'une année à l'autre. Le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a également tiré parti de la croissance continue des ventes du produit de retrait minimum garanti Ecoflextra de même que du lancement avec succès, en avril, d'un fonds à capital fixe par IA Clarington.

Les ventes nettes ont également été bonnes, passant de 108,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 à 414,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, soit près de quatre fois plus. Cette performance a permis à la société de continuer d'accroître ses parts de marché. Selon les données de l'industrie, la société se classait au deuxième rang au Canada au chapitre des ventes nettes de fonds distincts après les deux premiers trimestres de 2010, avec une part de marché de 25,4 % (quatrième en 2009, avec 10,1 % du marché). Pour les fonds mutuels, la société arrivait au quatrième rang au chapitre des ventes nettes au premier semestre de 2010. Ce résultat dépasse largement la dix-septième place qu'elle occupait dans l'industrie en termes d'actif (au 30 juin 2010).

*Assurance collective : Régimes d'employés* – Les ventes du secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés continuent de refléter l'influence persistante de la récente crise économique, qui a nui aux occasions d'affaires. Ainsi, le secteur termine le deuxième trimestre avec des ventes de 13,9 millions de dollars, un résultat inférieur de 34 % à celui de la même période en 2009. Sur une note positive, la société a bien réussi sur le plan de la rentabilité, obtenant de bons résultats techniques pour un troisième trimestre consécutif.

*Assurance collective : Assurance des débiteurs* – Le secteur de l'Assurance des débiteurs a renoué avec la croissance, avec des ventes de 50,8 millions de dollars au deuxième trimestre, ce qui représente une hausse de 20 % par rapport au même trimestre en 2009. Cette hausse est sensiblement plus élevée que celle des ventes d'automobiles, qui ont augmenté de 5 % au deuxième trimestre au Canada. On sait que les ventes du secteur sont tributaires des ventes d'automobiles, puisque les produits sont distribués principalement par les concessionnaires d'automobiles.

*Assurance collective : Marchés spéciaux (SMG)* – Après avoir bien tiré son épingle du jeu pendant toute la durée de la crise financière, le secteur de l'Assurance collective pour les marchés spéciaux a connu un premier trimestre de croissance de plus de 10 %, avec des ventes de 28,3 millions de dollars, un résultat supérieur de 14 % à celui enregistré à la même période l'année dernière. L'amélioration générale des conditions économiques a contribué à ce résultat. On sait que ce secteur se spécialise dans certains créneaux d'assurance sous-exploités par les fournisseurs de produits d'assurance traditionnels.

*Rentes collectives* – Le secteur des Rentes collectives a clôturé le deuxième trimestre avec des ventes de 130,2 millions de dollars, ce qui équivaut à une baisse de 41 % d'une année à l'autre. On sait que les ventes dans ce secteur peuvent fluctuer considérablement d'une période à l'autre en raison de la taille des mandats qui sont parfois octroyés.

<b>Ventes<sup>1</sup></b>						
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>Deuxième trimestre</b>			<b>Cumulatif au 30 juin</b>		
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>Variation</b>
Assurance individuelle						
Primes minimales	34,7	30,1	15 %	64,7	56,4	15 %
Primes excédentaires	8,4	3,8	121 %	18,2	9,0	102 %
<b>Total</b>	<b>43,1</b>	<b>33,9</b>	<b>27 %</b>	<b>82,9</b>	<b>65,4</b>	<b>27 %</b>
Gestion de patrimoine individuel						
Fonds général	123,9	101,2	22 %	239,9	223,4	7 %
Fonds distincts	291,4	147,2	98 %	723,6	364,9	98 %
Fonds mutuels <sup>2</sup>	479,3	225,4	113 %	1 013,7	474,5	114 %
<b>Total</b>	<b>894,6</b>	<b>473,8</b>	<b>89 %</b>	<b>1 977,2</b>	<b>1 062,8</b>	<b>86 %</b>
Assurance collective						
Régimes d'employés	13,9	21,1	(34 %)	35,5	45,5	(22 %)
Assurance des débiteurs	50,8	42,4	20 %	81,1	71,7	13 %
Marchés spéciaux (SMG)	28,3	24,8	14 %	57,2	53,5	7 %
Rentes collectives	130,2	219,9	(41 %)	313,9	377,5	(17 %)

### Actif sous gestion et sous administration

La forte progression des primes et les entrées nettes de fonds positives de la plupart des secteurs d'activité n'ont pas été tout à fait suffisantes pour compenser la baisse des marchés boursiers, de sorte que l'actif sous gestion et sous administration a reculé de 1 % au deuxième trimestre, pour s'établir à 59,9 milliards de dollars au 30 juin 2010. L'actif sous gestion et sous administration demeure cependant à la hausse depuis le début de l'année (+3 %) et pour les douze derniers mois (+11 %).

<b>Actif sous gestion et sous administration</b>				
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 mars 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 juin 2009</b>
Actif sous gestion				
Fonds général	18 623,6	18 206,0	17 626,5	16 222,5
Fonds distincts	11 669,7	11 935,1	11 450,3	10 091,3
Fonds mutuels	7 019,4	7 056,4	6 615,7	5 756,4
Autres	527,0	542,1	563,3	640,7
<b>Total partiel</b>	<b>37 869,7</b>	<b>37 739,6</b>	<b>36 255,8</b>	<b>32 710,9</b>
Actif sous administration	22 011,1	22 948,1	22 150,8	21 247,2
<b>Total</b>	<b>59 880,8</b>	<b>60 687,7</b>	<b>58 406,6</b>	<b>53 958,1</b>

### Valeur ajoutée des ventes

La valeur ajoutée des ventes a atteint 35,9 millions de dollars (0,43 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre de 2010, ce qui représente une hausse de 28 % d'une année à l'autre. L'augmentation est principalement attribuable aux excellentes ventes du secteur de la Gestion de patrimoine individuel.

On sait que la valeur ajoutée des ventes évolue en fonction de trois composantes : le niveau des ventes, les marges bénéficiaires et les changements du taux d'escompte. Comme on peut le voir au tableau ci-dessous, la valeur ajoutée des ventes a progressé de 10,9 millions de dollars au deuxième trimestre en raison de l'accroissement marqué des ventes, principalement celles de fonds distincts et de fonds mutuels, mais également celles d'assurance individuelle. Cette hausse a été partiellement compensée par une baisse des marges bénéficiaires de 2,4 millions de dollars, attribuable principalement aux changements apportés aux hypothèses d'évaluation à la fin de 2009. Enfin, la valeur ajoutée des ventes a reculé de 0,7 million de dollars en raison de l'augmentation du taux d'escompte, déduction faite des changements des taux d'intérêt et des rendements boursiers anticipés (le taux d'escompte est passé de 6,50 % en 2009 à 7,25 % en 2010).

<b>Valeur ajoutée des ventes par composantes</b>		
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>Deuxième trimestre</b>	<b>Cumulatif au 30 juin</b>
Valeur ajoutée en 2009	28,1	56,5
Augmentation (diminution) des ventes	10,9	26,4
Amélioration (détérioration) des marges bénéficiaires	(2,4)	(6,4)
Augmentation du taux d'escompte	(0,7)	(1,9)
Valeur ajoutée en 2010	35,9	74,6

## **SOLIDITÉ FINANCIÈRE**

Voici les faits saillants concernant la solidité financière de la société au deuxième trimestre.

### **Solvabilité**

La société a terminé le deuxième trimestre de 2010 avec un ratio de solvabilité de 224 %, ce qui est légèrement supérieur au ratio de 223 % enregistré au 31 mars 2010. Ce ratio se situe au-delà de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société.

Le ratio de solvabilité a notamment bénéficié, au cours du dernier trimestre, d'une diminution des exigences de capital liées à la baisse de la valeur marchande des titres boursiers. En revanche, le ratio de solvabilité a subi une légère pression à la baisse, principalement en raison d'exigences de capital plus élevées liées à la hausse de la valeur marchande des titres obligataires (hausse découlant de la baisse des taux d'intérêt à long terme durant le trimestre).

Il est à noter qu'à la suite de l'acquisition de la société américaine American-Amicable Holding, Inc., qui a été complétée le 20 juillet 2010, le ratio de solvabilité sur une base pro forma au 30 juin 2010 s'établissait à 215 %, ce qui demeure supérieur à la fourchette cible de la société (voir ci-dessous pour plus de détails sur cette acquisition).

<b>Solvabilité</b>				
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 mars 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 juin 2009</b>
Capitaux disponibles				
Catégorie 1	2 260,9	2 209,6	1 961,9	1 793,6
Catégorie 2	340,0	348,0	343,1	306,0
Total	2 600,9	2 557,6	2 305,0	2 099,6
Capitaux requis	1 159,7	1 149,1	1 107,2	1 041,2
Ratio de solvabilité	224 %	223 %	208 %	202 %

### **Capitalisation**

Le capital de la société s'établissait à 3 003,6 millions de dollars au 30 juin 2010, ce qui représente une hausse de 2 % (53,8 millions de dollars) par rapport au 31 mars 2010. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des bénéfices non répartis (résultat du bénéfice du trimestre réduit des paiements de dividendes aux actionnaires ordinaires).

<b>Capitalisation</b>				
(En millions de dollars)	30 juin 2010	31 mars 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
Capitaux propres				
Actions ordinaires	647,1	643,6	545,7	541,2
Actions privilégiées	425,0	425,0	325,0	225,0
Bénéfices non répartis	1 330,4	1 293,2	1 254,8	1 166,8
Surplus d'apport	22,7	22,2	21,6	21,0
Cumul des autres éléments des résultats étendus	25,6	18,1	10,5	(10,0)
Total partiel	2 450,8	2 402,1	2 157,6	1 944,0
Débetures	525,9	521,3	519,8	514,0
Compte des contrats avec participation	26,9	26,4	25,7	28,1
Total	3 003,6	2 949,8	2 703,1	2 486,1

### Levier financier

L'augmentation du capital a contribué à faire diminuer légèrement les ratios d'endettement de la société, de 17,7 % au 31 mars 2010 à 17,5 % au 30 juin 2010, si on ne considère que les débetures dans les éléments de dette, et de 32,1 % au 31 mars 2010 à 31,7 % au 30 juin 2010, si on inclut les actions privilégiées dans les éléments de dette. Ces ratios d'endettement respectent les exigences des agences de crédit envers la société.

<b>Ratio d'endettement</b>				
	30 juin 2010	31 mars 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
Débetures/capital	17,5 %	17,7 %	19,2 %	20,7 %
Débetures + actions privilégiées/capital	31,7 %	32,1 %	31,3 %	29,7 %

### Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière

La valeur comptable par action ordinaire de l'Industrielle Alliance a continué de croître au deuxième trimestre de 2010 pour atteindre un nouveau sommet de 24,20 \$ au 30 juin 2010. Il s'agit d'une hausse de 2 % par rapport à la valeur au 31 mars 2010. Celle-ci s'explique principalement par l'augmentation des bénéfices non répartis (résultat du bénéfice du trimestre réduit des paiements de dividendes aux actionnaires ordinaires).

La capitalisation boursière de la société s'établissait pour sa part à 2 919,7 millions de dollars au 30 juin 2010, en très légère baisse par rapport au 31 mars 2010. Ce mouvement est comparable à celui du prix du titre de la société, lequel est passé de 35,00 \$ au 31 mars 2010 à 34,90 \$ au 30 juin 2010.

La société comptait 83 659 871 actions ordinaires émises et en circulation au 30 juin 2010, comparativement à 83 491 771 au 31 mars 2010. La hausse au cours du trimestre provient de l'émission de 168 100 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options dans le cadre du programme d'options d'achat d'actions de la société.

<b>Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière</b>				
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	30 juin 2010	31 mars 2010	31 décembre 2009	30 juin 2009
Valeur comptable par action ordinaire	24,20 \$	23,68 \$	22,77 \$	21,41 \$
Capitalisation boursière	2 919,7	2 922,2	2 592,5	2 068,7

### QUALITÉ DES PLACEMENTS

Il y a eu peu de changements à la composition et à la qualité des placements de la société au cours du deuxième trimestre, le portefeuille étant toujours composé majoritairement de titres à revenu fixe et la qualité générale demeurant très élevée. Voici les faits saillants du deuxième trimestre.

#### Composition des placements

Le portefeuille de placements de la société est composé de diverses catégories d'actifs, dont les principales sont les obligations, les prêts hypothécaires, les actions et les immeubles. La valeur totale du portefeuille a augmenté de 408,3 millions de dollars au cours du deuxième trimestre, passant de 17 005,3 millions de dollars au 31 mars 2010 à 17 413,6 millions de dollars au 30 juin 2010, pour une augmentation de 2 %. Cette augmentation est en majeure partie

attribuable aux achats nets de nouveaux titres obligataires et à la croissance de la juste valeur marchande de ces titres, conséquence de la baisse des taux d'intérêt au cours du trimestre.

La répartition des placements par catégories d'actifs n'a pas subi de changement significatif au deuxième trimestre, si ce n'est que la proportion des titres obligataires a légèrement augmenté (0,8 point de pourcentage), conséquence des activités d'investissement à l'égard de ces titres et de l'incidence des taux d'intérêt mentionnées auparavant. La proportion des placements en actions a par ailleurs légèrement diminué (0,9 point de pourcentage), les valeurs marchandes de ces titres ayant subi l'effet à la baisse des marchés boursiers au deuxième trimestre.

<b>Composition des placements</b>				
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 mars 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 juin 2009</b>
Valeur comptable des placements	17 413,6	17 005,3	16 490,2	15 151,7
Répartition des placements par catégories d'actifs				
Obligations	59,3 %	58,5 %	57,1 %	55,7 %
Prêts hypothécaires	19,0 %	19,6 %	20,6 %	22,8 %
Actions	10,7 %	11,6 %	11,5 %	10,6 %
Immeubles	3,8 %	3,8 %	3,9 %	4,2 %
Autres	7,2 %	6,5 %	6,9 %	6,7 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

### Qualité des placements

Malgré les préoccupations concernant la robustesse de la reprise économique et les soubresauts des marchés, la qualité générale du portefeuille de placements de la société s'est maintenue à un niveau très élevé, et s'est même améliorée à plusieurs égards.

<b>Qualité des placements</b>				
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 mars 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>	<b>30 juin 2009</b>
Placements douteux nets	9,8	13,3	13,0	14,2
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,06 %	0,08 %	0,08 %	0,09 %
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,18 %	0,21 %	0,07 %	0,15 %
Prêts hypothécaires – Taux de délinquance	0,22 %	0,34 %	0,36 %	0,30 %
Immeubles – Taux d'occupation	94,2 %	93,9 %	94,4 %	94,2 %

- Sur le plan du crédit, aucun nouveau titre n'est tombé en défaut au cours du second trimestre, et aucune nouvelle provision n'a été inscrite aux livres.
- Les placements douteux nets ont diminué au cours du trimestre, passant de 13,3 millions de dollars au 31 mars 2010 à 9,8 millions de dollars au 30 juin 2010, ce qui ne représente que 0,06 % des placements totaux (0,08 % au 31 mars 2010). Cette diminution est principalement attribuable au règlement favorable d'un prêt hypothécaire conventionnel aux États-Unis. Le règlement de ce prêt a d'ailleurs contribué à réduire le taux de délinquance du portefeuille de prêts hypothécaires de 0,34 % au 31 mars 2010 à 0,22 % au 30 juin 2010.
- La qualité globale du portefeuille obligataire reste toujours très élevée. La proportion des titres obligataires cotés BB et moins est notamment passée de 0,21 % au 31 mars 2010 à 0,18 % au 30 juin 2010. Cette diminution est principalement attribuable à la vente d'une obligation au cours du trimestre.
- Le taux d'occupation des immeubles s'est légèrement amélioré au cours du trimestre, passant de 93,9 % au 31 mars 2010 à 94,2 % au 30 juin 2010, et la valeur marchande du portefeuille immobilier dépasse toujours largement la valeur comptable (le ratio de la valeur marchande sur la valeur comptable se situait à 125,5 % au 30 juin 2010, comparativement à 126,3 % au 31 mars 2010).
- Au cours du deuxième trimestre de l'année 2010, l'Industrielle Alliance a reçu 1,4 million de dollars en remboursements de capital relatifs aux billets provenant des papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs (PCAA) (remboursement total de 3,6 millions de dollars depuis le début de 2010). L'exposition de

l'Industrielle Alliance aux PCAA a donc été réduite à 87,4 millions de dollars en date du 30 juin 2010 (comparativement à 88,8 millions de dollars au 31 mars 2010). La dévaluation globale due au risque de crédit prise pour les PCAA s'élevait pour sa part à 35,6 millions de dollars au 30 juin 2010, ce qui équivaut à 40,7 % de la valeur nominale des PCAA détenus. La société est d'avis que cette dévaluation est appropriée dans les conditions actuelles du marché.

- En ce qui concerne les événements qui ont fait les manchettes au cours du trimestre, mentionnons que la société n'est que très peu exposée directement aux titres émis par certains pays européens qui traversent actuellement une crise de leurs finances publiques. Il convient par ailleurs de rappeler que l'Industrielle Alliance est très peu exposée directement aux titres qui ont été les plus médiatisés au cours des deux dernières années. La société ne détient notamment : aucun investissement dans le marché américain des prêts hypothécaires à haut risque, ni dans les constructeurs américains d'automobiles; aucun investissement dans des titres garantis par des sociétés de garanties financières; et un investissement de 22,6 millions de dollars dans des titres de sociétés financières au Royaume-Uni (il est à noter que la société ne détient plus de billets de capital dans des sociétés de ce pays à la suite de la vente d'une obligation au cours du trimestre).

Par ailleurs, toujours en ce qui concerne la qualité des placements, les deux statistiques suivantes relatives aux titres à revenu fixe de type institutionnel ont continué de s'améliorer au cours du trimestre :

- les moins-values non réalisées sur les titres de sociétés à revenu fixe classés « disponibles à la vente » s'élèvent à 9,5 millions de dollars au 30 juin 2010, comparativement à 11,3 millions de dollars au 31 mars 2010;
- la valeur nominale des obligations dont la valeur marchande est inférieure à la valeur nominale de 20 % ou plus depuis six mois ou plus s'élève à 34,0 millions de dollars au 30 juin 2010, et elle est demeurée inchangée par rapport au 31 mars 2010. Ce chiffre, qui était en hausse au cours de la crise financière, avait atteint un sommet de 111,5 millions de dollars au 30 juin 2009, pour ensuite se mettre à diminuer au fur et à mesure que se résorbait la crise. Il est à noter que les moins-values non réalisées sur ces titres (mesurées selon la différence entre la valeur marchande et la valeur nominale) ont continué de diminuer au deuxième trimestre de 2010, passant de 9,0 millions de dollars au 31 mars 2010 à 8,7 millions de dollars au 30 juin 2010. La majeure partie de ces titres sont classés « détenus à des fins de transactions ».

## COTES DE CRÉDIT

Aucun événement n'est à signaler concernant les cotes de crédit attribuées à l'Industrielle Alliance. Les cotes de crédit de la société sont demeurées stables au deuxième trimestre. Il est par ailleurs à noter que les cotes de crédit de l'Industrielle Alliance sont restées stables tout au cours de la crise financière qui avait débuté à l'automne 2008, ce qui témoigne de la capacité de la société à absorber les effets d'une turbulence des marchés financiers et à bien gérer les risques dans de telles circonstances.

### Cotes de crédit de l'Industrielle Alliance au 26 juillet 2010

Agence	Type d'évaluation	Cote	Perspective
Standard & Poor's	Solidité financière	A+ (Strong)	Négative
	Débitures subordonnées	A	--
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (IATS) (échelle mondiale)	A-	--
	Actions privilégiées (échelle mondiale)	A-	--
A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)	Stable
	Cote de crédit de l'émetteur	a+	Stable
	Débitures subordonnées	a-	--
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (IATS)	bbb+	--
	Actions privilégiées	bbb+	--
DBRS	Capacité de respecter ses engagements envers les assurés	IC-2	Stable
	Débitures subordonnées	A	Stable
	Titres de la Fiducie Industrielle Alliance (IATS)	A (low)yn	Stable
	Actions privilégiées	Pfd-2 (high)n	Stable

## ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

La société a conclu une acquisition aux États-Unis après la fin du deuxième trimestre et a franchi une étape supplémentaire en vue de faire l'acquisition d'un petit portefeuille d'assurance vie américain.

### **Conclusion de l'acquisition de la société d'assurance vie American-Amicable aux États-Unis**

Le 20 juillet 2010, l'Industrielle Alliance a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition de toutes les actions en circulation d'American-Amicable Holding, Inc. (American-Amicable). La transaction avait été préalablement annoncée le 28 avril 2010. American-Amicable va exercer ses activités à titre de membre de la filiale américaine en propriété exclusive de la société, IA American Life Insurance Company (IA American). Cette acquisition constitue une étape importante de la stratégie de développement de la société aux États-Unis, en donnant une envergure et une présence immédiates à la société sur le marché américain.

American-Amicable est une société d'assurance de personnes qui commercialise principalement des produits d'assurance vie traditionnelle auprès de particuliers. Elle possède les permis requis pour vendre de l'assurance vie dans 49 États et territoires, et ses produits sont offerts par l'entremise d'un réseau de distribution national qui regroupe plus de 6 000 représentants autonomes. IA American, qui compte désormais plus de 8 200 représentants au pays, va conserver la plate-forme d'American-Amicable à Waco au Texas et celle d'IA American à Scottsdale en Arizona.

La transaction, dont le prix s'élève à 145,3 millions de dollars américains, y compris des capitaux excédentaires de 45 millions de dollars, a été financée à même les liquidités en portefeuille. L'acquisition devrait faire croître immédiatement le bénéfice par action ordinaire de l'Industrielle Alliance de 0,05 \$ sur une base annuelle. Par ailleurs, à la suite de cette acquisition, le ratio de solvabilité de l'Industrielle Alliance au 30 juin 2010 passe de 224 % à 215 % sur base pro forma.

Rappelons qu'American-Amicable emploie quelque 115 personnes, compte plus de 211 500 polices et possède un portefeuille d'assurance vie en vigueur de 7,1 milliards de dollars. Pour l'année se terminant le 31 décembre 2009, le revenu de primes totalisait 86 millions de dollars et l'actif 687 millions de dollars. Les nouvelles affaires générées au cours des cinq dernières années se sont élevées, en moyenne, à près de 24 millions de dollars, et le taux de croissance annuel composé a été de 13 % au sein des marchés qu'elle occupe actuellement. Le bilan d'American-Amicable est exempt de toute dette et son portefeuille de placements est principalement investi dans des titres à revenu fixe à faible risque. Le 2 mars 2010, A.M. Best a haussé la cote de solidité financière d'American-Amicable à A- (Excellent).

### **Approbation en vue de faire l'acquisition de Golden State Mutual aux États-Unis**

Le 19 juillet 2010, l'Industrielle Alliance, par l'entremise de sa filiale américaine IA American Life Insurance Company, a obtenu l'approbation de la Cour suprême de Los Angeles (Californie) l'autorisant à acquérir le portefeuille d'assurance vie individuelle de la société Golden State Mutual Life Insurance Company (Golden State Mutual). Cette approbation est assujettie à un délai d'appel de 60 jours.

Mentionnons que Golden State Mutual avait été placée sous la protection de l'État de la Californie en septembre 2009 et qu'en mars 2010, l'Industrielle Alliance avait signé une lettre d'intention en vue d'acquérir son bloc d'affaires en vigueur. On prévoit que la transaction pourrait être complétée au cours du troisième trimestre de 2010.

Fondée en 1925, Golden State Mutual commercialise ses produits auprès d'une clientèle de particuliers. La société détient environ 121 000 polices. En 2009, le revenu de primes de Golden State Mutual totalisait 10 millions de dollars tandis que son actif, à la fin de 2009, atteignait 70 millions de dollars.

## DÉCLARATION DE DIVIDENDE

La bonne rentabilité et la solidité financière de la société ont permis au conseil d'administration d'annoncer le versement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire, soit le même que celui annoncé au dernier trimestre. Le dividende correspond à un ratio de distribution de 35,5 % du bénéfice, ce qui se situe légèrement au-dessus de la fourchette cible de 25 % à 35 % visée par la société. Rappelons que la société s'attend à ce que le ratio de distribution du dividende se situe dans la partie supérieure de la fourchette cible en 2010.

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires et les différentes catégories d'actions privilégiées de la société.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2450 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera payable au comptant le 15 septembre 2010 à tous les actionnaires ordinaires inscrits le 20 août 2010.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série B. Ce dividende sera payable au comptant le 30 septembre 2010 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 27 août 2010.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série C. Ce dividende sera payable au comptant le 30 septembre 2010 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 27 août 2010.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3750 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série E. Ce dividende sera payable au comptant le 30 septembre 2010 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 27 août 2010.

Le conseil d'administration a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,36875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A, série F. Ce dividende sera payable au comptant le 30 septembre 2010 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 27 août 2010.

Notons par ailleurs que tous les dividendes versés par l'Industrielle Alliance sur ses actions ordinaires et privilégiées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 sont des dividendes déterminés aux termes de la règle du crédit d'impôt bonifiée sur les dividendes contenue dans la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante. À moins d'indication contraire, tous les dividendes que versera désormais la société seront des dividendes déterminés conformément à cette règle.

## COMMENTAIRES SUPPLÉMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS

Voici la présentation des résultats financiers de la société pour le deuxième trimestre de 2010 selon les états financiers.

### Produits

Les produits sont composés de trois postes aux états financiers : les primes, qui incluent les sommes investies par les assurés dans les fonds distincts de la société, mais qui excluent celles investies par les clients dans les fonds mutuels, le revenu net de placements et les honoraires et autres produits. Pour le deuxième trimestre, les produits totalisent 1,5 milliard de dollars, ce qui représente une diminution de 5 % par rapport à la même période l'année précédente tandis que, pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2010, les produits ont augmenté de 20 %. Les facteurs qui ont contribué à ces variations sont expliqués ci-après.

<b>Produits</b>						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxième trimestre			Cumulatif au 30 juin		
	2010	2009	Variation	2010	2009	Variation
Primes	1 113,2	971,9	15 %	2 385,4	1 961,3	22 %
Revenu net de placements	306,3	545,7	(44 %)	686,5	605,9	13 %
Honoraires et autres produits	108,3	90,0	20 %	213,3	171,1	25 %
Total	1 527,8	1 607,6	(5 %)	3 285,2	2 738,3	20 %

Les primes ont atteint 1,1 milliard de dollars au cours du deuxième trimestre de 2010, ce qui représente une hausse de 15 % comparativement au même trimestre de 2009 tandis que, pour les six premiers mois de 2010, les primes totalisent 2,4 milliards de dollars, ce qui équivaut à une hausse de 22 % par rapport à la même période l'an dernier. Ces hausses s'expliquent principalement par la forte croissance des ventes dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel.

Si on ajoute aux primes les dépôts de fonds mutuels, les primes et dépôts atteignent 1,6 milliard de dollars pour le deuxième trimestre de 2010, en hausse de 33 % par rapport au trimestre équivalent de l'année précédente. Cette hausse reflète une augmentation de 113 % des dépôts de fonds mutuels au cours du deuxième trimestre de 2010, comparativement à la même période l'an dernier. Pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2010, les primes et dépôts affichent une augmentation de 40 %, qui s'explique principalement par la forte croissance des ventes de fonds de placement (fonds distincts et fonds mutuels) comparativement à la même période en 2009.

<b>Primes et dépôts</b>						
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Deuxième trimestre			Cumulatif au 30 juin		
	2010	2009	Variation	2010	2009	Variation
Primes						
Fonds général	703,6	628,1	12 %	1 379,0	1 258,7	10 %
Fonds distincts	409,6	343,8	19 %	1 006,4	702,6	43 %
Total partiel	1 113,2	971,9	15 %	2 385,4	1 961,3	22 %
Dépôts – Fonds mutuels	479,3	225,4	113 %	1 013,7	474,5	114 %
Total	1 592,5	1 197,3	33 %	3 399,1	2 435,8	40 %

Les principaux éléments qui composent le revenu net de placements sont : le revenu de placements comme tel (dont les revenus d'intérêts, les dividendes et les revenus nets de la location d'immeubles), l'amortissement des gains et pertes réalisés et non réalisés sur les immeubles, les gains réalisés et les pertes subies sur disposition d'actifs disponibles à la vente et la variation de la valeur marchande des actifs détenus à des fins de transactions.

Depuis l'adoption des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers, au début de l'année 2007, la comptabilisation des actifs détenus à des fins de transactions (autres que les immeubles) s'effectue selon la valeur marchande. Cette approche comptable peut entraîner une volatilité importante du revenu net de placements de période en période, puisque les variations de la valeur marchande de ces actifs touchent directement le revenu net de placements plutôt que d'être amorties à l'état des résultats, comme c'était le cas dans le passé. Il est toutefois important de se rappeler que ces variations de la valeur marchande sont en grande partie compensées par des variations correspondantes des provisions mathématiques, de sorte que leur incidence sur le bénéfice net est atténuée dans une large mesure.

Le revenu net de placements s'est élevé à 306,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, comparativement à 545,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009. L'écart entre ces deux montants (qui représente une baisse de 239,4 millions de dollars) est essentiellement attribuable à la diminution de la valeur marchande du portefeuille d'actions, conséquence de la baisse des marchés boursiers. Il est important de noter que la majorité des actions et des obligations sont classifiées comme détenues à des fins de transactions et utilisées comme actifs sous-jacents aux provisions mathématiques. Pour cette raison, l'incidence de cette diminution du revenu net de placements sur les résultats est en grande partie neutralisée par une augmentation correspondante des provisions mathématiques.

Pour les six premiers mois de 2010, le revenu net de placements est supérieur de 80,6 millions de dollars à celui enregistré au cours de la période correspondante en 2009. Cette hausse est principalement attribuable à la bonne performance des marchés au cours du premier trimestre de l'année.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la composition du revenu net de placements.

<b>Revenu net de placements</b>				
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>Deuxième trimestre</b>		<b>Cumulatif au 30 juin</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Revenu de placements	120,8	158,1	270,2	267,1
Amortissement des gains (pertes) réalisés et non réalisés sur immeubles	4,6	4,9	9,3	10,0
Gains (pertes) réalisés sur actifs disponibles à la vente	2,1	2,0	4,5	2,5
Variation de la valeur marchande des actifs détenus à des fins de transactions	178,8	382,9	402,4	328,5
Variation des provisions pour pertes	--	(2,2)	0,1	(2,2)
<b>Total</b>	<b>306,3</b>	<b>545,7</b>	<b>686,5</b>	<b>605,9</b>

Les honoraires et autres produits sont constitués des honoraires liés à la gestion des fonds de placement (fonds distincts et fonds mutuels), des revenus tirés des contrats de services administratifs seulement (CSAS) ainsi que des honoraires provenant des filiales de courtage de la société. Les honoraires et autres produits ont augmenté de 18,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009 et de 42,2 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2010 par rapport à la même période l'année précédente. Ces hausses sont attribuables à la croissance de l'actif moyen des fonds de placement sous gestion. Même si les cours boursiers ont diminué au cours du deuxième trimestre de 2010, l'actif moyen des fonds sous gestion a été plus élevé que l'an dernier, ce qui s'explique par la bonne croissance des ventes au cours des derniers trimestres et par le fait que l'indice S&P/TSX a progressé de 9 % entre le 30 juin 2009 et le 30 juin 2010.

#### **Prestations sur contrats et charges**

Les prestations sur contrats et charges s'élèvent à 1,4 milliard de dollars pour le deuxième trimestre de 2010, ce qui représente une diminution de 119,7 millions de dollars par rapport à la même période de 2009 tandis que, pour les six premiers mois de 2010, le montant atteint 3,1 milliards de dollars, en hausse de 487,3 millions de dollars par rapport aux six premiers mois de 2009. Les prestations sur contrats et charges sont constituées des éléments figurant au tableau suivant.

<b>Prestations sur contrats et charges</b>				
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>Deuxième trimestre</b>		<b>Cumulatif au 30 juin</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Variation des provisions mathématiques	275,5	488,4	584,7	544,8
Paievements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires	504,9	497,4	1 050,7	973,5
Transfert net aux fonds distincts	351,7	282,0	870,9	569,8
Commissions	155,1	127,6	297,4	249,2
Frais généraux	110,2	101,5	215,1	193,9
Autres	43,4	63,6	89,7	90,0
<b>Total</b>	<b>1 440,8</b>	<b>1 560,5</b>	<b>3 108,5</b>	<b>2 621,2</b>

Les provisions mathématiques ont augmenté de 275,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010 alors qu'elles avaient augmenté de 488,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009, ce qui représente une diminution de charge pour ce poste de 212,9 millions de dollars à l'état des résultats. Cette diminution de charge reflète la baisse de la valeur marchande des actifs sous-jacents et elle neutralise en bonne partie la baisse du revenu de placements lié à ces actifs. Pour les six premiers mois de 2010, la charge liée à la variation des provisions mathématiques a augmenté de 39,9 millions de dollars par rapport à la période comparable l'an dernier.

On sait que la variation des provisions mathématiques évolue en fonction de plusieurs facteurs, dont l'augmentation des primes (effet à la hausse sur les provisions mathématiques), le rendement des actifs sous-jacents (effet à la hausse), les prestations engagées (effet à la baisse) et le transfert net aux fonds distincts (effet à la baisse). À cette liste de facteurs il faut aussi ajouter, depuis l'entrée en vigueur des nouvelles normes comptables relatives aux instruments financiers, au début de 2007, la variation de la valeur marchande des actifs sous-jacents aux provisions mathématiques (effet à la hausse ou à la baisse). L'incidence de ces normes comptables sur la variation des provisions mathématiques n'a cependant que très peu de répercussions sur le bénéfice net étant donné qu'une variation correspondante du revenu net de placements est enregistrée à l'état des résultats, comme il a été expliqué auparavant.

Les paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires ont atteint 504,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, en hausse de 7,5 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2009. Par ailleurs, pour les six premiers mois de 2010, les paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires ont augmenté de 77,2 millions de dollars. Cela reflète l'évolution normale des affaires et l'augmentation du bloc d'affaires en vigueur. Rappelons que les paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires comprennent les prestations versées à la suite de décès, d'invalidités, de maladies ou de résiliations de contrats, ainsi que les paiements de rentes.

Le montant net du transfert aux fonds distincts a augmenté de 69,7 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'an dernier et de 301,1 millions de dollars pour la période des six premiers mois de 2010 comparativement à la même période l'an dernier. Ces augmentations s'expliquent en grande partie par la hausse des ventes de fonds distincts dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel en comparaison avec l'an dernier. On sait que le transfert net aux fonds distincts est constitué des montants retirés du fonds général pour être investis dans les fonds distincts, déduction faite des montants transférés des fonds distincts au fonds général. Le transfert net aux fonds distincts peut varier d'une période à une autre selon la demande des clients, ceux-ci privilégiant à certaines périodes les produits du fonds général, lesquels offrent habituellement des rendements garantis, tandis qu'à d'autres périodes ils sont davantage attirés par les produits des fonds distincts, dont le rendement fluctue en fonction des marchés. Par ailleurs, dans un secteur comme celui des Rentes collectives, les dépôts aux fonds distincts peuvent fluctuer de façon importante d'un trimestre à l'autre selon l'importance des mandats octroyés par certains groupes.

Les commissions versées ont augmenté de 27,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010 et de 48,2 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2010 comparativement aux périodes correspondantes de l'année précédente. Les commissions ont augmenté principalement en raison de la hausse des ventes dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel. Les ventes ont aussi progressé dans le secteur de l'Assurance individuelle, ce qui a contribué à faire hausser le montant des commissions versées. Les commissions correspondent à la rémunération des conseillers financiers pour les nouvelles ventes et pour certains contrats en vigueur.

Les frais généraux ont augmenté de 8,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2009, tandis qu'ils ont augmenté de 21,2 millions de dollars pour les six premiers mois de l'année par rapport à la période équivalente en 2009. Ces hausses résultent notamment de la croissance des affaires, laquelle a entraîné une hausse de la masse salariale et une hausse des frais pour examens médicaux et enquêtes, et elles s'expliquent également par une augmentation de la charge pour les régimes de retraite. De plus, au cours du premier trimestre de 2010, la campagne de publicité pour la filiale d'assurance auto et habitation avait contribué à faire augmenter les frais.

## Résultats financiers des huit derniers trimestres

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats financiers de l'Industrielle Alliance pour les huit derniers trimestres.

Données financières choisies								
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	T2/2010	T1/2010	T4/2009	T3/2009	T2/2009	T1/2009	T4/2008	T3/2008
Produits	1 527,8	1 757,4	1 383,2	1 692,8	1 607,6	1 130,7	1 043,9	818,1
Bénéfice net								
Bénéfice net (perte nette) aux actionnaires ordinaires	57,7	60,3	67,4	60,1	32,1	46,2	(110,2)	51,2
Moins : gain (perte) résultant de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	(0,7)	1,1	5,3	1,1	(19,3)	7,5	7,8	0,3
Bénéfice net (perte nette) aux actionnaires ordinaires sur les activités courantes	58,4	59,2	62,1	59,0	51,4	38,7	(118,0)	50,9
Bénéfice par action ordinaire								
De base	0,69 \$	0,74 \$	0,84 \$	0,75 \$	0,40 \$	0,58 \$	(1,37 \$)	0,64 \$
Dilué	0,68 \$	0,73 \$	0,83 \$	0,74 \$	0,40 \$	0,58 \$	(1,37 \$)	0,63 \$
Bénéfice par action ordinaire sur les activités courantes								
De base	0,70 \$	0,73 \$	0,77 \$	0,74 \$	0,64 \$	0,48 \$	(1,47 \$)	0,63 \$
Dilué	0,69 \$	0,72 \$	0,77 \$	0,73 \$	0,64 \$	0,48 \$	(1,46 \$)	0,63 \$

## Flux de trésorerie

Au deuxième trimestre de 2010, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 222,9 millions de dollars, en hausse de 34,4 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre équivalent de l'année précédente. Cette hausse reflète notamment l'évolution normale des activités et les variations des autres éléments d'actif et de passif. Il est à noter que la diminution de la charge liée à la variation des provisions mathématiques au cours du trimestre a été compensée en grande partie par la variation de la juste valeur des titres désignés « détenus à des fins de transactions ».

Les activités d'investissement ont quant à elles nécessité l'utilisation de flux de trésorerie pour un montant de 32,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, comparativement à l'utilisation de flux pour un montant de 139,9 millions de dollars au même trimestre l'année précédente, ce qui représente un écart de 107,1 millions de dollars. Cet écart découle principalement du fait que les achats nets de titres en obligations et en actions ont été moins élevés qu'au deuxième trimestre de 2009.

Les activités de financement ont pour leur part nécessité l'utilisation de flux de trésorerie de 23,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010, ce qui est supérieur de 0,3 million de dollars aux flux utilisés au trimestre comparable l'an dernier. Les dividendes versés sur les actions ordinaires et privilégiées ont augmenté par rapport au deuxième trimestre de 2009, notamment en raison des nouvelles émissions d'actions réalisées au premier trimestre de 2010. Cependant cette augmentation des dividendes versés a été partiellement compensée par l'ajout de capital qui a résulté des actions ordinaires émises au deuxième trimestre de 2010 (à la suite de l'exercice d'options dans le cadre du programme d'options d'achat d'actions de la société).

Pour ce qui est de la période des six premiers mois de l'année 2010, les flux de trésorerie ont augmenté de 83,9 millions de dollars comparativement à une augmentation de 17,7 millions de dollars pour la période correspondante en 2009, ce qui représente une différence de 66,2 millions de dollars. Cette différence reflète essentiellement l'évolution du cours normal des activités d'exploitation, d'investissement et de financement au cours de ces périodes.

<b>Flux de trésorerie</b>				
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>Deuxième trimestre</b>		<b>Cumulatif au 30 juin</b>	
	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation	222,9	188,5	330,1	323,0
Investissement	(32,8)	(139,9)	(391,6)	(354,5)
Financement	(23,7)	(23,4)	144,6	52,0
Gain (perte) de change sur trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5	(3,5)	0,8	(2,8)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	166,9	21,7	83,9	17,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	298,9	254,5	381,9	258,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	465,8	276,2	465,8	276,2

### Liquidités

Les entrées de fonds liées à l'exploitation, notamment les primes, les revenus nets de placements ainsi que les honoraires de gestion et autres produits, constituent la principale source de capitaux de la société. Ces capitaux servent principalement à payer les prestations aux titulaires de polices et aux bénéficiaires, les participations attribuées aux titulaires de polices avec participation, les commissions, les frais d'exploitation, les intérêts débiteurs et les dividendes aux actionnaires. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont généralement affectés aux versements qui devront être effectués ultérieurement, y compris au paiement des dividendes aux actionnaires. Afin d'honorer ses engagements, la société s'assure de maintenir un niveau prudent de liquidités en détenant une bonne proportion de titres facilement négociables et en exerçant une gestion rigoureuse de la trésorerie et de l'appariement.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, et malgré la volatilité des marchés financiers, la société ne prévoit pas que son niveau de liquidités puisse s'avérer insuffisant à plus ou moins long terme. En raison de la nature même de ses activités et de sa politique d'appariement, la société se trouve régulièrement en position de flux monétaires positifs. C'est donc dire que les entrées de fonds sont régulièrement supérieures aux sorties de fonds.

La société maintient un haut niveau de liquidités. Ainsi, dans un scénario extrême où la société devrait racheter tous les contrats donnant droit à un rachat, les actifs facilement réalisables, qui représentent les sources de liquidités, couvriraient deux fois les besoins de liquidités. Ainsi, le ratio de liquidités, selon ce scénario extrême, s'élevait à 200 % au 30 juin 2010 (196 % au 31 mars 2010 et 190 % au 31 décembre 2009).

Par ailleurs, compte tenu des conditions de liquidités difficiles qu'ont connues les marchés financiers à la fin de 2008 et au début de 2009, la société a effectué des simulations additionnelles pour tenir compte d'un niveau de liquidités moindre pour certaines catégories d'actifs qui sont normalement considérés comme très liquides. Selon le scénario le plus exigeant envisagé dans le cadre de ces simulations, c'est-à-dire en supposant qu'il deviendrait totalement impossible de liquider des obligations autres que gouvernementales et les actions privilégiées, le ratio de liquidités atteignait 153 % au 30 juin 2010 (150 % au 31 mars 2010 et 145 % au 31 décembre 2009).

Il est à noter par ailleurs qu'au 30 juin 2010, la société disposait de marges de crédit d'exploitation totalisant 66,9 millions de dollars (soit le même montant qu'au 31 mars 2010 et qu'au 31 décembre 2009). De ces marges de crédit, aucun montant n'était utilisé au 30 juin 2010. Les marges de crédit de la société ont pour but de faciliter le financement de ses activités et de combler ses besoins temporaires en matière de fonds de roulement.

### Instruments financiers dérivés

La société détient des contrats dérivés dont les échanges de flux monétaires sont calculés à partir d'un montant notionnel de référence de 987,2 millions de dollars au 30 juin 2010 (990,6 millions de dollars au 31 mars 2010 et 1 091,9 millions de dollars au 31 décembre 2009). Ces contrats visent principalement à atténuer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des marchés boursiers. Ils sont notamment utilisés pour l'appariement de la police universelle.

Le risque de crédit courant lié aux contrats dérivés, qui correspond aux montants qui sont payables à la société par les différentes contreparties au 30 juin 2010, s'élève à 11,6 millions de dollars. Ce montant fluctue d'une période à une autre, selon l'évolution des taux d'intérêt et des marchés boursiers. À titre d'exemple, il se situait à 14,4 millions de dollars au 31 mars 2010 et à 12,5 millions de dollars au 31 décembre 2009.

Le risque de crédit futur lié à ces contrats – correspondant au montant que les contreparties pourraient éventuellement devoir à la société selon différents scénarios de marchés – était de 34,7 millions de dollars au 30 juin 2010 (35,1 millions de dollars au 31 mars 2010 et 42,4 millions de dollars au 31 décembre 2009).

Il convient de préciser que sur le montant notionnel de 987,2 millions de dollars, 96 % du risque de crédit de la société relativement aux instruments financiers dérivés au 30 juin 2010 était lié à des institutions financières dont la cote de crédit la moins élevée était AA faible, le reste étant lié à des institutions dont la cote de crédit était A fort.

### **Opérations entre apparentés**

Il n'y a eu aucune opération entre apparentés significative à signaler au cours du deuxième trimestre de 2010.

### **Conventions comptables et principales estimations comptables**

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du deuxième trimestre ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La note 2 des états financiers consolidés vérifiés de l'année 2009, aux pages 89 à 95 du *Rapport annuel 2009*, contient les principales conventions comptables de la société.

Ces conventions comptables exigent que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actif et de passif présentés, sur la divulgation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants présentés à titre de produits, sur les prestations sur contrats et sur les charges durant l'exercice. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction. Les estimations les plus importantes consistent à déterminer les passifs relatifs aux polices, les avantages sociaux futurs, les justes valeurs des placements ainsi que le test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels.

Aucune modification n'a été apportée aux conventions comptables utilisées par la société au cours du deuxième trimestre.

### **Normes internationales d'information financière (IFRS)**

La société adoptera les IFRS au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et produira ses premiers états financiers en utilisant ces normes à compter du premier trimestre de 2011. Ces derniers devront être conformes à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire », qui exige la présentation d'information financière comparative correspondante en 2010. Les états financiers intermédiaires devront également inclure un bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Afin d'être prête pour le passage aux IFRS, la société a élaboré un plan de transition, lequel comporte trois phases, soit : 1) la détermination des risques; 2) la mise en place des nouvelles normes; et 3) la conversion.

Le plan de transition progresse selon les délais prévus, ce qui assure à la société de pouvoir répondre aux exigences des IFRS. Présentement, la phase 3, c'est-à-dire la phase de conversion, est en cours. La société travaille à la préparation de son bilan d'ouverture ainsi qu'à son bilan et à son état des résultats du premier trimestre 2010 selon les IFRS en fonction des choix préliminaires qu'elle a effectués. Au cours de l'exercice, elle continuera à effectuer le suivi de la comptabilisation des données financières en parallèle, elle poursuivra l'évaluation des conséquences et des incidences financières de la conversion aux IFRS et travaillera à la conception des états financiers et des notes y afférentes selon les exigences des IFRS. La société évaluera également l'effet des nouvelles normes comptables sur les contrôles et les procédures de communication de l'information ainsi que sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et y apportera les modifications nécessaires. Par ailleurs, l'adoption des IFRS n'entraîne aucune modification significative en ce qui concerne les systèmes d'information de la société. Quant aux plans de formation et de communication, ils se poursuivront tout au long de l'année.

Les ressources responsables du projet font régulièrement état de l'avancement du plan de transition et ils communiquent les éléments clés des analyses au comité directeur du projet, à la direction, au comité de vérification et au conseil d'administration.

### **IFRS 1 – « Première adoption des Normes internationales d'information financière »**

Pour établir le bilan d'ouverture, la société a effectué des choix en fonction de la norme IFRS 1, « Première adoption des Normes internationales d'information financière ». Bien que la société n'ait pas encore arrêté ses décisions de façon finale, elle prévoit actuellement se prévaloir des exemptions suivantes ou des choix suivants.

Regroupements d'entreprises	La société ne retraitera pas les acquisitions qui ont été effectuées avant la date de conversion en raison de la complexité qu'il y aurait à obtenir les valeurs historiques et, conséquemment, appliquera prospectivement la norme touchant les regroupements d'entreprises. Ce choix n'aura aucune incidence sur les données de la société.
Écarts de conversion	La société prévoit ramener à zéro le compte d'écart de conversion sur les établissements étrangers autonomes, déduction faite des activités de couverture, ce qui aura une incidence d'environ 4 millions de dollars à la hausse dans le cumul des autres éléments des résultats étendus, et une incidence à la baisse du même montant dans les bénéfices non répartis.
Juste valeur ou coût amorti utilisé comme coût présumé : immeubles à des fins de placement et immeubles à usage propre	La société prévoit utiliser la juste valeur comme coût présumé pour les immeubles à des fins de placement, ce qui entraînera une augmentation d'environ 82 millions de dollars dans la valeur de ces actifs. Cependant, comme tous ces immeubles sont appariés à des réserves mathématiques, cela n'aura aucun effet sur les bénéfices non répartis.  Pour les immeubles à usage propre, la société prévoit utiliser le coût amorti à titre de coût présumé. Cela entraînera une diminution des bénéfices non répartis d'environ 13 millions de dollars avant impôts.
Reclassification des instruments financiers	La société prévoit utiliser la possibilité de reclassification d'actifs et de passifs financiers pour certaines de ses débetures et leurs actifs sous-jacents. Ce choix entraînera une diminution de 11 millions de dollars avant impôts dans la valeur comptable des débetures et, conséquemment, une augmentation des bénéfices non répartis de 11 millions de dollars. Les actifs appariant ces débetures seront reclassés de « désignés détenus à des fins de transactions » à « disponibles à la vente ». Cela entraînera une diminution des bénéfices non répartis de 9 millions de dollars avant impôts et une augmentation du même montant du cumul des autres éléments des résultats étendus. L'utilisation de cette règle de transition permettra d'éliminer l'effet de volatilité créé dans les résultats de la société par l'asymétrie comptable qui existe actuellement entre ces débetures et leurs actifs sous-jacents.

### **Différences importantes entre les IFRS et les PCGR**

À ce jour, la société a déterminé les différences importantes suivantes entre les IFRS et les PCGR. Les différences sont présentées sous deux catégories : les différences de comptabilisation et les différences de présentation.

#### **Différences de comptabilisation**

Classification des contrats	<p>À titre d'assureur, un des éléments importants du plan de conversion est la classification des contrats d'assurance selon la définition de la norme IFRS 4, « Contrats d'assurance ». Comme la société a classé la majorité de ses contrats à titre de contrats d'assurance, aucune incidence importante sur les résultats n'est attendue. De plus, selon la norme IFRS 4, qui sera en vigueur lors du basculement, la société continuera d'évaluer les provisions mathématiques relatives à ses contrats selon la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB). Selon cette méthode, l'évaluation des provisions mathématiques est fondée sur la valeur comptable des actifs appariés, ce qui correspond à la méthode comptable actuelle.</p> <p>Pour les quelques contrats qui seront classés à titre de contrats d'investissement, il n'y aura plus de revenu de primes ni de variation de provisions mathématiques d'inscrits aux résultats à l'égard de ces contrats et, conséquemment, il n'y aura aucune incidence sur le bénéfice net de la société. Les sommes relatives à ces contrats seront inscrites directement comme des sommes en dépôt au passif du bilan. Cela représente environ 1 % du revenu de primes total de la société. Au passif, ces contrats seront mesurés soit à la juste valeur, soit au coût amorti, au choix de la société. S'ils sont mesurés au coût amorti, les actifs appariant ces passifs seront classés comme disponibles à la vente selon les IFRS afin de réduire l'écart d'appariement.</p> <p>Quelques autres contrats, qui sont actuellement comptabilisés à titre de contrats de services, seront classés à titre de contrats d'assurance. Ces contrats continueront à générer l'inscription d'un revenu à l'état des résultats, mais celui-ci se retrouvera sous la rubrique des primes plutôt que sous la rubrique des autres produits. Cela représente environ 1 % du revenu de primes.</p>
-----------------------------	--

Immeubles à des fins de placement	<p>Selon les PCGR canadiens applicables aux sociétés d'assurance de personnes, la valeur des immeubles détenus à des fins de placement est fondée sur la méthode de la moyenne mobile de la juste valeur. Cette méthode ajuste la valeur comptable à la juste valeur, au taux trimestriel de 3 % des gains et des pertes non réalisés.</p> <p>Selon la norme IAS 40, « Immeubles de placement », pour les immeubles que la société classe à titre d'immeubles de placement, la société doit choisir entre la méthode d'évaluation au coût et la méthode d'évaluation à la juste valeur. La société compte utiliser la méthode de la juste valeur et présentera ainsi, au bilan, une valeur plus importante pour ces immeubles que celle présentée actuellement selon les PCGR canadiens. Cependant, comme ces immeubles servent à appairer les provisions mathématiques dans le processus d'appariement, toute variation de la juste valeur sera compensée par un ajustement correspondant dans les provisions mathématiques, de sorte que l'incidence sera nulle sur le bénéfice net de la société.</p>
Immeubles à usage propre	Selon les PCGR canadiens, la valeur des immeubles à usage propre est fondée sur la méthode de la moyenne mobile de la juste valeur. Selon les IFRS, la norme IAS 16, « Immobilisations corporelles », prévoit qu'une immobilisation corporelle détenue par une entité pour son propre usage peut être évaluée à son coût ou à l'aide du modèle de réévaluation, et qu'une charge d'amortissement à l'égard de l'utilisation d'une telle immobilisation doit être inscrite. La société compte utiliser la méthode du coût pour évaluer ses immeubles à usage propre.
Bénéfice par action (BPA)	Selon les PCGR, bien que les débentures IATS soient convertibles en actions ordinaires, elles n'ont aucun impact dilutif sur le calcul du BPA puisqu'elles satisfont à certains critères spécifiques. Cependant, comme ces critères n'existent plus selon les IFRS, ces titres doivent être considérés comme étant dilutifs, ce qui aura un effet de dilution additionnel sur le BPA dilué.
Avantages sociaux futurs	La société révisé actuellement l'incidence des différents choix possibles relativement à la comptabilisation des avantages sociaux futurs, autant pour le bilan d'ouverture que pour la convention comptable à adopter. Il pourrait en découler une incidence importante sur le bilan d'ouverture de la société.
Écarts d'acquisition	Les tests de dépréciation concernant les écarts d'acquisition porteront sur des éléments plus détaillés, soit les « unités génératrices de trésorerie », selon les IFRS, plutôt que sur les unités d'exploitation, selon les PCGR. La société n'anticipe aucune radiation à cet égard dans son bilan d'ouverture.

### Différences de présentation

Actif et passif liés aux fonds distincts	Alors que l'actif et le passif des fonds distincts sont actuellement présentés distinctement de l'actif et du passif du fonds général, selon les IFRS, ils seront inclus dans le total du fonds général, mais présentés sur une ligne distincte. Cela viendra ajouter environ 11 milliards de dollars à l'actif et au passif du fonds général au 31 décembre 2009.
Réassurance	Les montants relatifs aux activités de réassurance sont actuellement présentés sur une base nette. Selon les IFRS, ils devront être présentés sur une base brute, ce qui aura une incidence sur certains soldes d'actifs et de passifs, ainsi que sur certains postes des résultats, mais n'aura aucune incidence sur le bénéfice net.
Actifs du fonds de pension	Selon les PCGR, le fonds de pension est présenté dans les états financiers à sa valeur nette, soit la valeur des passifs moins celle des actifs. Selon les IFRS, comme les actifs du fonds de pension ne satisfont pas aux critères d'admissibilité qui permettraient de continuer cette présentation, la société devra les présenter dans la section de l'actif directement sans compenser le passif. Cela viendra augmenter l'actif et le passif du fonds général d'un montant d'environ 470 millions de dollars.
Revenus de placements et frais généraux	Aux fins de présentation dans l'état des résultats, les frais de placements sont actuellement présentés en déduction du revenu de placements afin de dégager le revenu de placements net. Cette compensation ne sera plus permise selon les IFRS, ce qui aura pour effet de venir augmenter les revenus de placements et d'augmenter les frais généraux, mais n'aura aucune incidence sur le bénéfice net.
Autres revenus et dépenses de commissions	Les commissions versées à des courtiers de fonds ne pourront plus être présentées en déduction des revenus de commissions, ce qui fera augmenter les autres revenus et, par le fait même, la dépense de commissions. Cela n'aura aucune incidence sur le bénéfice net.
Dérivés	Alors qu'il était possible de compenser les actifs et passifs découlant des produits dérivés en vertu des PCGR, la société devra, en vertu des IFRS, les présenter distinctement. Cela n'aura aucune incidence sur le bénéfice net.

Les analyses réalisées dans le cadre de la transition aux IFRS tiennent également compte des aspects fiscaux ainsi que des incidences sur la norme de capital de la société. À cet égard, il est à noter que les autorités réglementaires permettront aux entités de se prévaloir d'une option pour amortir progressivement l'incidence attribuable à la conversion de façon linéaire sur une période de deux ans, de la date de conversion, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2011, jusqu'au 31 décembre 2012. Les entités qui se prévaudront de ce choix devront le faire à la date de conversion et le choix sera irrévocable. En outre, les entités devront indiquer dans les notes aux états financiers qu'elles ont fait ce choix et préciser à quoi correspondrait leur capital réglementaire sans ce choix.

D'autre part, la société surveille et analyse les modifications apportées aux IFRS considérant que ces changements pourraient influencer sur les décisions préliminaires. Des modifications sont prévues entre autres pour les instruments financiers. La phase I de la norme IFRS 9, « Instruments financiers », a été publiée en novembre 2009 et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Une application anticipée est possible, mais n'est pas autorisée par les autorités réglementaires.

Parmi les exposés-sondages publiés récemment, notons ceux-ci : « Avantages du personnel » (exposé-sondage publié en avril dernier et portant plus précisément sur les régimes de retraite à prestations définies), « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », ainsi que la phase II de la norme IFRS 9, « Classification et mesure des passifs financiers ». La société analyse présentement ces exposés-sondages ainsi que leurs conséquences sur la société. Ces exposés-sondages ne devraient pas entrer en vigueur avant 2013.

Dans les modifications importantes à venir, mentionnons la phase II de la norme IFRS 4, « Contrats d'assurance », qui traite de l'évaluation et de la reconnaissance des contrats d'assurance. Cette dernière est actuellement en cours de développement et ne devrait pas être en vigueur avant 2013.

## **MISE EN GARDE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Pendant la période intermédiaire terminée le 30 juin 2010, la société n'a apporté aucun changement à son contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur ses activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### **Mesures financières non conformes aux PCGR**

La société publie son information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). De plus, la société utilise, à l'occasion, certaines mesures financières non conformes aux PCGR – données ajustées ou données sur les activités courantes – touchant, notamment, le bénéfice, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont toujours clairement indiquées, accompagnées des mesures financières conformes aux PCGR et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. La société est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs et aux analystes financiers afin qu'ils puissent mieux comprendre les résultats financiers et effectuer une meilleure analyse du potentiel de croissance et de rentabilité de la société. Ces mesures financières non conformes aux PCGR présentent une autre façon d'évaluer des aspects des activités de la société et peuvent faciliter la comparaison des résultats d'une période par rapport à une autre. Comme les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par d'autres sociétés. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit. À noter que les données relatives au ratio de solvabilité, à la valeur intrinsèque et à la valeur ajoutée des ventes, ainsi que, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les données ajustées ou les données sur les activités courantes ne sont pas assujetties aux PCGR.

## Énoncés prospectifs

Ce rapport de gestion peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de l'Industrielle Alliance ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « prévoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif » et « but » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés de la société. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections de la société à l'égard d'événements futurs.

Bien que l'Industrielle Alliance estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs soient raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment la conjoncture commerciale et économique (notamment le rendement des marchés boursiers, les fluctuations des taux d'intérêt, les taux de change, les pertes sur placements et les défaillances, la variation des différentiels de taux, la liquidité du marché et la solvabilité des garants et des cocontractants); la concurrence et le regroupement des sociétés; les changements apportés aux lois et aux règlements, y compris aux lois fiscales; les liquidités de l'Industrielle Alliance, notamment la disponibilité de financement pour respecter les engagements financiers en place aux dates d'échéance prévues lorsqu'il le faut; l'exactitude de l'information reçue de cocontractants et la capacité des cocontractants à respecter leurs engagements; l'exactitude des conventions comptables et des méthodes actuarielles utilisées par l'Industrielle Alliance; les risques d'assurance, soit le taux de mortalité, le taux de morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de contrats, notamment l'occurrence de catastrophes naturelles ou imputables à l'homme, de pandémies et d'actes terroristes; les défaillances des systèmes informatiques et de la technologie Internet; les violations de la sécurité informatique et de la vie privée; la dépendance envers des tiers, y compris aux termes d'arrangements d'impartition; la capacité à préserver la réputation de l'Industrielle Alliance; les enquêtes et démarches réglementaires et les poursuites privées et recours collectifs visant les pratiques en vigueur dans les secteurs des fonds communs de placement, de l'assurance, des rentes et du placement de produits financiers; la capacité à adapter les produits et les services pour suivre l'évolution du marché; la capacité à mettre en œuvre des stratégies de couverture efficaces; la capacité à attirer et à conserver les principaux cadres supérieurs; la capacité à réaliser des acquisitions, notamment la disponibilité de financement par actions ou par emprunt à cette fin lorsqu'il le faut; la capacité à mettre en œuvre des plans stratégiques; les perturbations ou les changements touchant des éléments essentiels des systèmes de l'Industrielle Alliance ou des infrastructures publiques et les préoccupations environnementales. Des renseignements supplémentaires sur des facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur des hypothèses ou des facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés dans le plus récent rapport annuel de l'Industrielle Alliance, notamment à la section « Gestion des risques » du rapport de gestion et à la note « Gestion des risques associés aux instruments financiers » afférente aux états financiers consolidés de l'Industrielle Alliance, de même que dans d'autres documents que l'Industrielle Alliance a déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

L'Industrielle Alliance ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à publier une révision de ceux-ci afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent rapport de gestion ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

## Documents relatifs aux résultats financiers

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de l'Industrielle Alliance sont disponibles sur le site Internet de la société, à l'adresse [www.inalco.com](http://www.inalco.com), dans la section *Relations avec les investisseurs*, sous *Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la société sur le site SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), de même que dans la notice annuelle de la société, que l'on peut trouver sur le site de la société ou sur le site SEDAR.

### Conférence téléphonique

La direction tiendra une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société le mardi 27 juillet 2010, à 16 h (HAE). Pour écouter la conférence téléphonique, il suffira de composer le 1 800 731-2911 (sans frais). La conférence téléphonique sera également disponible en différé, pendant une semaine, à compter de 19 h le mardi 27 juillet 2010. Pour écouter la conférence téléphonique en différé, il suffira de composer le 1 800 558-5253 (sans frais) et d'entrer le code d'accès 21474250. Une webdiffusion de la conférence téléphonique (en mode audio seulement) sera également disponible à partir du site de l'Industrielle Alliance, à l'adresse [www.inalco.com](http://www.inalco.com), de même qu'à partir du site de CNW, à l'adresse [www.cnw.ca](http://www.cnw.ca).

### À propos de l'Industrielle Alliance

Fondée en 1892, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. est une société d'assurance de personnes qui offre une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de REER, de fonds mutuels et de fonds distincts, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Quatrième société d'assurance de personnes en importance au Canada, l'Industrielle Alliance est à la tête d'un grand groupe financier, présent dans toutes les régions du pays, de même qu'aux États-Unis. L'Industrielle Alliance contribue au mieux-être financier de plus de 3 millions de Canadiens et de Canadiennes, emploie plus de 3 500 personnes et administre et gère un actif de quelque 60 milliards de dollars. Le titre de l'Industrielle Alliance est inscrit à la Bourse de Toronto, sous le symbole IAG. L'Industrielle Alliance compte parmi les 100 sociétés publiques les plus importantes au Canada.

### Notes

- 1) Les ventes (nouvelles affaires) sont définies de la façon suivante pour chacun des secteurs d'activité : Assurance individuelle : primes annualisées de première année; Gestion de patrimoine individuel : primes pour le fonds général et les fonds distincts et dépôts pour les fonds mutuels; Assurance collective pour les régimes d'employés : primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (contrats de services administratifs seulement); Assurance collective des débiteurs : primes brutes (primes avant réassurance); Assurance collective pour les marchés spéciaux (SMG) : primes; Rentes collectives : primes.
- 2) Les ventes de fonds mutuels incluent celles du fonds à capital fixe émis par Placements IA Clarington inc. en avril 2010.

- 30 -

**Information :** Jacques Carrière  
Vice-président, Relations avec les investisseurs  
Tél. bureau : 418 684-5275  
Cellulaire : 418 576-3624  
Courriel : [jacques.carriere@inalco.com](mailto:jacques.carriere@inalco.com)  
Site Internet : [www.inalco.com](http://www.inalco.com)

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
	(non vérifié)			
<b>Produits</b>				
Primes	1 113	972	2 385	1 961
Revenu net de placements	307	546	687	606
Honoraires et autres produits	108	90	213	171
	1 528	1 608	3 285	2 738
<b>Prestations sur contrats et charges</b>				
Paiements aux titulaires de polices et aux bénéficiaires	505	498	1 051	974
Transfert net aux fonds distincts	352	282	871	570
Participations, ristournes et intérêts sur sommes en dépôt	12	2	32	16
Variation des provisions mathématiques	276	489	585	545
	1 145	1 271	2 539	2 105
Commissions	155	127	297	249
Taxes sur primes et autres taxes	19	16	36	31
Frais généraux	110	102	215	194
Charges de financement	12	45	21	42
	1 441	1 561	3 108	2 621
<b>Bénéfice avant impôts</b>	87	47	177	117
Moins : impôts	23	12	47	31
<b>Bénéfice net</b>	64	35	130	86
Moins : bénéfice net attribué aux contrats avec participation	---	---	1	1
<b>Bénéfice net attribué aux actionnaires</b>	64	35	129	85
Moins : dividendes sur actions privilégiées	6	3	11	7
<b>Bénéfice net disponible aux actionnaires ordinaires</b>	58	32	118	78
<b>Bénéfice par action ordinaire</b> (en dollars)				
de base	0,69	0,40	1,46	0,98
dilué	0,68	0,40	1,44	0,97

**BILANS CONSOLIDÉS**

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2009	Au 30 juin 2009
	\$	\$	\$
	(non vérifié)		(non vérifié)
<b>Actif</b>			
<b>Placements</b>			
Obligations	10 324	9 410	8 440
Prêts hypothécaires	3 311	3 405	3 452
Actions	1 860	1 896	1 602
Immeubles	659	649	639
Avances sur contrats	421	381	367
Trésorerie et équivalents de trésorerie	466	382	276
Autres placements	373	367	376
	<b>17 414</b>	<b>16 490</b>	<b>15 152</b>
<b>Autres éléments d'actif</b>	<b>720</b>	<b>646</b>	<b>601</b>
<b>Actifs incorporels</b>	<b>374</b>	<b>375</b>	<b>358</b>
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>116</b>	<b>116</b>	<b>112</b>
<b>Actif total du fonds général</b>	<b>18 624</b>	<b>17 627</b>	<b>16 223</b>
<b>Actif net des contrats de fonds distincts</b>	<b>11 700</b>	<b>11 450</b>	<b>10 091</b>
<b>Passif</b>			
<b>Passifs relatifs aux polices</b>			
Provisions mathématiques	13 987	13 392	12 371
Provisions pour participation aux bénéfices et bonifications	38	60	35
Prestations payables et provisions pour sinistres non déclarés	152	139	172
Sommes des contrats en dépôt	240	212	204
	<b>14 417</b>	<b>13 803</b>	<b>12 782</b>
<b>Autres éléments de passif</b>	<b>827</b>	<b>772</b>	<b>628</b>
<b>Impôts futurs</b>	<b>368</b>	<b>339</b>	<b>318</b>
<b>Gains nets reportés</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>Débitures</b>	<b>526</b>	<b>520</b>	<b>514</b>
<b>Comptes des contrats avec participation</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>28</b>
	<b>16 173</b>	<b>15 469</b>	<b>14 279</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	1 072	871	766
Surplus d'apport	23	22	21
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments des résultats étendus	1 356	1 265	1 157
	<b>2 451</b>	<b>2 158</b>	<b>1 944</b>
<b>Passif et capitaux propres totaux du fonds général</b>	<b>18 624</b>	<b>17 627</b>	<b>16 223</b>
<b>Passif des contrats de fonds distincts</b>	<b>11 700</b>	<b>11 450</b>	<b>10 091</b>

## INFORMATION SECTORIELLE

La société exerce principalement ses activités dans un grand secteur, celui de l'assurance de personnes, et offre des produits d'assurance de personnes individuels et collectifs, des régimes d'épargne et de retraite et des fonds distincts. La société exerce aussi des activités de fonds mutuels, de courtage en valeurs mobilières et de fiducie. Ces dernières activités sont principalement liées au secteur de la gestion de patrimoine individuel et sont présentées sous ce secteur avec les rentes individuelles. La société exerce ses activités principalement au Canada et les activités hors Canada ne sont pas significatives.

### Résultats sectoriels

(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le 30 juin 2010 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total
	Vie et maladie	Gestion de patrimoine	Vie et maladie	Rentes	Autres activités*	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Produits</b>						
Primes	268	415	260	130	40	1 113
Revenu net de placements	173	32	28	72	2	307
Honoraires et autres produits	9	90	2	9	(2)	108
	450	537	290	211	40	1 528
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	293	102	200	174	24	793
Transfert net aux fonds distincts	---	331	---	21	---	352
Commissions, frais généraux et autres charges	117	84	74	9	12	296
	410	517	274	204	36	1 441
Bénéfice avant impôts	40	20	16	7	4	87
Moins : impôts	11	4	5	2	1	23
Bénéfice net avant répartition des autres activités	29	16	11	5	3	64
Répartition des autres activités	2	---	1	---	(3)	---
<b>Bénéfice net</b>	31	16	12	5	---	64
Attribué aux actionnaires	31	16	12	5	---	64
Attribué aux contrats avec participation	---	---	---	---	---	---

(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le 30 juin 2009 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total
	Vie et maladie	Gestion de patrimoine	Vie et maladie	Rentes	Autres activités*	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Produits</b>						
Primes	231	248	237	221	35	972
Revenu net de placements	384	33	27	100	2	546
Honoraires et autres produits	3	73	3	7	4	90
	618	354	267	328	41	1 608
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	474	89	186	216	24	989
Transfert net aux fonds distincts	---	186	---	96	---	282
Commissions, frais généraux et autres charges	119	68	75	14	14	290
	593	343	261	326	38	1 561
Bénéfice avant impôts	25	11	6	2	3	47
Moins : impôts	5	3	2	1	1	12
Bénéfice net avant répartition des autres activités	20	8	4	1	2	35
Répartition des autres activités	2	---	---	---	(2)	---
<b>Bénéfice net</b>	22	8	4	1	---	35
Attribué aux actionnaires	22	8	4	1	---	35
Attribué aux contrats avec participation	---	---	---	---	---	---

\* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies

**INFORMATION SECTORIELLE (suite)****Résultats sectoriels (suite)**

(en millions de dollars)

	Période de six mois terminée le 30 juin 2010 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Produits</b>						
Primes	537	963	494	314	77	2 385
Revenu net de placements	438	63	49	133	4	687
Honoraires et autres produits	10	180	5	18	---	213
	<b>985</b>	<b>1 206</b>	<b>548</b>	<b>465</b>	<b>81</b>	<b>3 285</b>
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	691	192	380	358	47	1 668
Transfert net aux fonds distincts	---	795	---	76	---	871
Commissions, frais généraux et autres charges	213	173	140	18	25	569
	<b>904</b>	<b>1 160</b>	<b>520</b>	<b>452</b>	<b>72</b>	<b>3 108</b>
Bénéfice avant impôts	81	46	28	13	9	177
Moins : impôts	21	12	8	3	3	47
Bénéfice net avant répartition des autres activités	60	34	20	10	6	130
Répartition des autres activités	5	---	1	---	(6)	---
<b>Bénéfice net</b>	<b>65</b>	<b>34</b>	<b>21</b>	<b>10</b>	<b>---</b>	<b>130</b>
Attribué aux actionnaires	64	34	21	10	---	129
Attribué aux contrats avec participation	1	---	---	---	---	1

(en millions de dollars)

	Période de six mois terminée le 30 juin 2009 (non vérifié)					
	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Produits</b>						
Primes	458	588	470	378	67	1 961
Revenu net de placements	366	56	45	136	3	606
Honoraires et autres produits	7	140	5	14	5	171
	<b>831</b>	<b>784</b>	<b>520</b>	<b>528</b>	<b>75</b>	<b>2 738</b>
<b>Charges</b>						
Coût des engagements auprès des assurés	559	200	368	358	50	1 535
Transfert net aux fonds distincts	---	427	---	143	---	570
Commissions, frais généraux et autres charges	201	137	136	19	23	516
	<b>760</b>	<b>764</b>	<b>504</b>	<b>520</b>	<b>73</b>	<b>2 621</b>
Bénéfice avant impôts	71	20	16	8	2	117
Moins : impôts	17	6	5	2	1	31
Bénéfice net avant répartition des autres activités	54	14	11	6	1	86
Répartition des autres activités	1	---	---	---	(1)	---
<b>Bénéfice net</b>	<b>55</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>---</b>	<b>86</b>
Attribué aux actionnaires	54	14	11	6	---	85
Attribué aux contrats avec participation	1	---	---	---	---	1

\* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies

**INFORMATION SECTORIELLE (suite)****Actif sectoriel du fonds général**

(en millions de dollars)

Au 30 juin 2010 (non vérifié)

	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Actif</b>						
Placements	9 969	2 249	1 595	3 224	377	17 414
Autres éléments d'actif	289	209	88	48	86	720
Actifs incorporels	52	318	2	2	---	374
Écart d'acquisition	55	41	20	---	---	116
<b>Total</b>	<b>10 365</b>	<b>2 817</b>	<b>1 705</b>	<b>3 274</b>	<b>463</b>	<b>18 624</b>

(en millions de dollars)

Au 31 décembre 2009

	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Actif</b>						
Placements	9 274	2 128	1 607	3 128	353	16 490
Autres éléments d'actif	242	178	99	42	85	646
Actifs incorporels	49	322	3	1	---	375
Écart d'acquisition	55	41	20	---	---	116
<b>Total</b>	<b>9 620</b>	<b>2 669</b>	<b>1 729</b>	<b>3 171</b>	<b>438</b>	<b>17 627</b>

(en millions de dollars)

Au 30 juin 2009 (non vérifié)

	Individuel		Collectif			Total \$
	Vie et maladie \$	Gestion de patrimoine \$	Vie et maladie \$	Rentes \$	Autres activités* \$	
<b>Actif</b>						
Placements	8 346	1 949	1 541	3 041	275	15 152
Autres éléments d'actif	205	168	90	37	101	601
Actifs incorporels	44	310	2	2	---	358
Écart d'acquisition	46	46	20	---	---	112
<b>Total</b>	<b>8 641</b>	<b>2 473</b>	<b>1 653</b>	<b>3 080</b>	<b>376</b>	<b>16 223</b>

\* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies